

# *l'Anti*capitaliste

n°298 | 16 juillet 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **NON À L'ACCORD TSIPRAS – UNION EUROPÉENNE**



NO

## **SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE GRECS**

### **Dossier**

## **Migrations**

De l'air, ouvrons  
les frontières **pages 6 et 7**

### **PREMIER PLAN**

Austénaire et antidémocratique,  
leur Europe contre les peuples

Page 2

### **ACTU POLITIQUE**

Front de gauche: de quoi  
est-il le nom?

Page 4



### **ACTU INTERNATIONALE**

Syrie: ni défaite ni victoire

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Notre-Dame-des-Landes:  
entretien avec Marcel Thébault

Page 12





## communiqué du NPA

**Non à l'accord  
Tsipras – Union européenne  
Solidarité avec les  
travailleurs et le peuple grecs**

Après 17 heures de réunion, hier, un accord a finalement été annoncé par les dirigeants de la zone euro concernant la Grèce. Alexis Tsipras a finalement capitulé face aux exigences brutales de la troïka. Des mesures draconiennes devront être votées par le Parlement grec d'ici mercredi, comme préalable à un nouveau « sauvetage » de l'économie grecque. Cela inclut la mise en place d'un fonds de vente d'actifs publics pour 50 milliards d'euros, sous la tutelle de l'UE, afin de forcer la Grèce à rembourser la dette au fur et à mesure qu'elle privatise ses actifs. En plus des réformes plus dures concernant le système de retraites, l'augmentation des impôts, la privatisation de l'électricité (qui avait été refusée par le gouvernement grec jusqu'à maintenant), une nouvelle réforme du droit du travail qui toucherait les conventions collectives et faciliterait les licenciements massifs, ainsi que des mesures dans le secteur financier et fiscal.

Avec la mise en place du fonds de 50 milliards d'euros pour piloter d'ultérieures privatisations et organiser la cession massive d'actifs, la Grèce va payer ses dettes, de façon à garantir de nouvelles possibilités d'endettement. Le cycle austérité-endettement n'est donc pas prêt de finir. Il s'agit d'un saut qualitatif dans les privatisations, puisque sous les gouvernements sociaux-démocrates et conservateurs, Athènes n'avait privatisé ces dernières années que pour 5 milliards d'euros. La seule concession qui a pu être obtenue par Tsipras, c'est le fait que ce fonds de privatisation n'aura pas son siège au Luxembourg, comme le voulait au départ l'Eurogroupe, mais en Grèce. Il n'en reste pas moins qu'il sera sous le strict contrôle de la troïka.

En acceptant un programme austéritaire encore plus dur que celui qui a été rejeté dimanche 5 juillet par 61% de l'électorat, le gouvernement grec enterme lui-même le résultat du référendum, qu'il avait pourtant organisé de sa propre initiative. La troïka a voulu ainsi imposer une sorte de « punition » suite à l'appel au référendum et à la victoire du Non il y a une semaine. En Grèce, la mobilisation commence à s'organiser, avec des manifestations contre l'accord et pour le respect du choix démocratique exprimé par le Non au référendum. La jeunesse de Syriza a d'ailleurs exprimé son opposition à cet accord et appelle à manifester contre ce « coup d'État ». Le NPA dénonce le rôle joué par le gouvernement Hollande dans l'imposition de cet accord sous prétexte de combattre « l'intransigeance allemande ». Le NPA exige l'annulation immédiate de la dette grecque, illégitime, insoutenable et odieuse, à commencer par la part de cette dette détenue par la France. Il sera du côté de toutes celles et ceux qui, dans les rues jusqu'aux parlements des différents pays européens, s'opposent à un tel accord qui ne vise pas autre chose que le pillage de la Grèce et sa mise sous tutelle de la troïka. Il appelle à rejeter et combattre cet accord et à se mobiliser en solidarité avec les travailleurs et le peuple contre l'austérité.

Montreuil, le mardi 14 juillet 2015

# À la Une

## Austéritaire et antidémocratique, leur Europe contre les peuples

*Le bras de fer entre Tsipras et les patrons de la zone euro aura été une véritable démonstration de la nature de l'Union européenne: une construction au service d'une classe contre une autre, une gouvernance autoritaire, néocoloniale dans sa haine de la souveraineté populaire. Plus que jamais à combattre avec détermination!*

### L'autoritarisme au service du capital...

Dès le traité de Rome en 1957, les dirigeants européens annonçaient la couleur en termes politico-économiques et démocratiques. L'union sera celle de « la concurrence libre et non faussée » et dirigée par le Conseil et la Commission européenne, sans contre-pouvoir législatif puissant et indépendant.

De traité en traité, l'Union européenne a été instituée, loin des peuples, au service de l'économie capitaliste, et joue un rôle essentiel pour le capitalisme financier. Tout prêt à un État, notamment à travers le mécanisme européen de stabilité (MES), l'est d'abord pour financer sa dette. Ainsi en Grèce, 95% de l'argent prêté est revenu dans les caisses des banques! Pire, cette aide financière est soumise à des « conditionnalités impératives »: argent contre privatisations, casse du code du travail, baisse drastique du prix de la force de travail par le développement d'un chômage de masse, baisses de salaires et du montant des retraites...

Aujourd'hui cela va encore plus loin avec le rapt de la souveraineté nationale, véritable coup d'État: ce sont les institutions européennes qui dictent les lois et le calendrier, avant la fin juillet, que doit adopter le Parlement grec. Et par la suite, il devra soumettre à leur approbation tout nouveau projet de loi. C'est elles encore qui vont gérer les 50 milliards d'actifs grecs afin qu'ils servent aux privatisations. Ce nouveau mémorandum est bel et bien un approfondissement de l'austérité. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre voie que de décider d'arrêter de payer encore et encore cette dette illégitime, odieuse et insoutenable.

### ... rejeté par les peuples quand ils ont la parole!

Aucun des traités n'institue d'espaces

de confrontation entre des intérêts contradictoires. Et les luttes à l'échelle de l'Europe demeurent quasi inexistantes. C'est pourquoi les référendums sont vécus par les peuples européens comme une occasion de refuser les diktats... et qu'ils sont analysés par les dirigeants européens comme l'irruption d'une rébellion populaire qu'ils pensaient éteinte, le retour tant redouté de la question sociale et politique.

Le mépris des peuples et de leur droit à décider est tel que lorsque les peuples irlandais, en 1992, et danois, en 1999, ont voté Non au référendum qui leur était proposé,

leurs gouvernements les ont obligés à revoter l'année suivante! On sait aussi ce qu'il en a été du Non français au Traité constitutionnel européen il y a 10 ans...

Le « Oxi » grec, vote de classe, vote légitime de celles et ceux qui savent ce qu'est l'austérité dans leur vie, n'était pas plus acceptable par les dirigeants européens. Pendant le round de ce week-end, ils ont laissé libre cours à leur violence de classe à travers les exigences et le mépris, jusqu'à l'humiliation à l'égard de Tsipras, pourtant légitime par son élection du 25 janvier et le résultat du référendum du 5 juillet. La démocratie, la

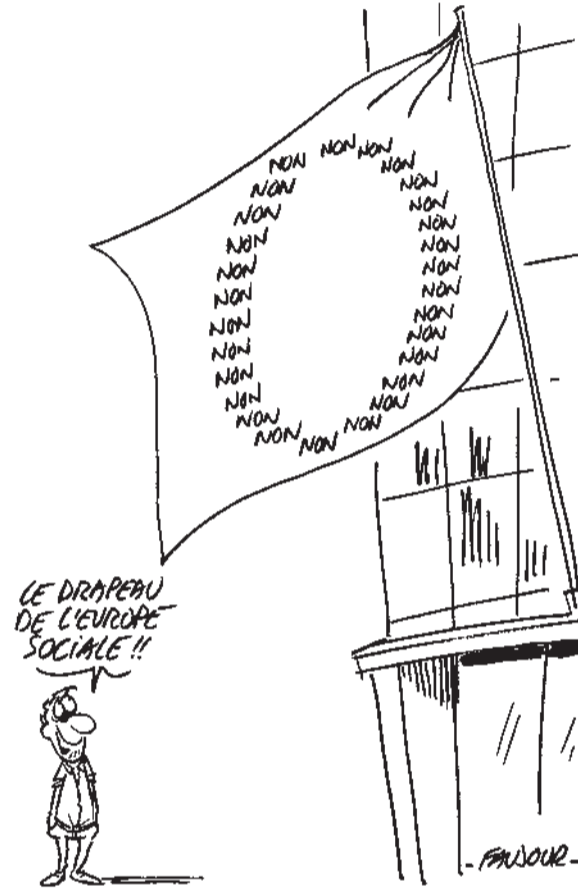
volonté du peuple grec, a été exécutée « pour l'exemple »! L'accord signé est donc un mauvais accord. Tsipras n'a pas respecté le mandat qui lui avait été donné. Il n'y a que deux voies possibles face à l'UE: celle de la capitulation sans fin ou celle de l'affrontement.

### Être solidaire, lutter contre l'austérité ici et là-bas

Des manifestations, des appels à rejeter l'accord se développent en Grèce et au-delà, et si le peuple grec choisit l'affrontement, il choisira aussi ses propres moyens de lutte. L'éventualité d'une sortie de l'euro est posée par une partie de la gauche radicale grecque. L'euro est un instrument politique de domination des peuples, au cœur de la construction européenne qui remet en cause complètement la volonté du peuple grec souvent exprimée: « pas de sacrifice pour l'euro ». Aujourd'hui, les sacrifices consentis pour rester dans l'euro sont énormes, et nul doute que lors des mobilisations, la question de la sortie de la zone euro et celle du chemin pour y parvenir va être débattue.

En tant que militants anticapitalistes, l'annulation de la dette, le contrôle social de la banque centrale grecque, une réforme fiscale d'ampleur qui permette de faire enfin payer les 1% les plus riches, le contrôle des mouvements de capitaux, seraient les premières mesures qui pourraient permettre une mobilisation des travailleurs et du peuple pour aller plus loin. Nous devons montrer notre solidarité au peuple grec, de la manière la plus large possible, en nous battant ici aussi contre l'austérité made in France et en dénonçant le rôle cynique joué par Hollande dans les négociations. L'enjeu reste bien la construction d'un mouvement européen de lutte contre l'austérité.

Roseline Vachetta



### DETTE

## La logique destructrice des créanciers

*Après le Non massif au référendum puis les pressions d'Obama et l'appel de Christine Lagarde à négocier rapidement, accompagnés de la complaisance de Tsipras offrant sa propre capitulation à ses créanciers, on aurait pu imaginer que l'Eurogroupe accepterait tel quel l'accord voté par le Parlement grec. Eh bien non!*

Selon Jeroen Dijsselbloem, son président, « le principal problème est la confiance », et pour redonner confiance aux créanciers, il faut toujours plus d'austérité et la mise sous tutelle de la Grèce, une folle logique à l'œuvre...

### La confiance perdue...

Le déchaînement des politiciens et journalistes contre Tsipras retourne contre lui l'affront qu'était à leurs yeux le référendum et sa volte-face pour en gommer le résultat: venir, la corde au cou, négocier aux conditions des usuriers. Une attitude qui

illustre à quel point la négociation est un piège à partir du moment où la logique de la dette n'est pas contestée sur le fond. Là est le principal problème. Les usuriers ont besoin d'avoir confiance, d'être sûrs qu'ils toucheront les intérêts et si possible le principal.

Le problème n'est pas que grec, et là réside la deuxième faiblesse de Tsipras. Il négocie au nom d'une union nationale construite avec les partisans du Oui, contre le Non aux représentants du capital. Acceptant le cadre et la logique du capitalisme qu'il n'a jamais remis en cause, Tsipras espérait trouver un compromis avec ses créanciers afin d'obtenir moins de dette en échange de plus d'austérité. Mais les créanciers s'en moquent. Ils savent bien que cette dette qui représente 177% du produit intérieur brut (PIB) est insoutenable. Mais ils veulent d'abord des garanties, concédant dans l'accord conclu un éventuel rééchelonnement sans autre précision!

Merkel sait qu'un nouvel allègement est tôt ou tard incontournable. Mais il n'est pas question d'en faire une contrepartie dans la négociation. Les créanciers de la Grèce veulent être en confiance, être sûrs d'encaisser la



# Un monde à changer

**AUTONOMIE ÉCONOMIQUE, ÉGALITÉ SOCIALE.** Il y a cinquante ans, le 13 juillet 1965, était adoptée la loi sur les nouveaux régimes matrimoniaux, visant à promouvoir l'égalité au sein du couple. Pour la première fois, la femme mariée était libre de travailler et d'ouvrir un compte sans l'autorisation de son mari, ou encore de disposer de ses propres biens. Imaginons qu'avant cette loi, elle n'avait pas même le droit de signer un chèque sans l'accord de son époux...

Moins connu que la loi de 1944 accordant le droit de vote aux femmes ou que celle de 1975, la loi Veil, qui leur donna accès à l'avortement et à la possibilité de choisir ou non d'avoir un enfant, cette loi a pourtant toute son importance: pour la première fois, les femmes mariées ont eu la possibilité de devenir financièrement indépendantes si elles le souhaitaient...

et si elles le pouvaient. Avoir la possibilité de travailler, d'ouvrir un compte en banque et de disposer de ses propres revenus: une autonomie économique nécessaire pour parvenir à une véritable égalité sociale, toujours pas d'actualité. Car cinquante ans après cette loi, cette notion d'égalité hommes-femmes paraît bien loin dans l'ensemble de la société, et dans le monde du travail en particulier. Ainsi, aujourd'hui en France, on estime qu'à travail et niveau de compétences égal, une femme gagne en moyenne 27% de moins qu'un homme pour le même poste. Et selon des chiffres de la Banque mondiale en 2013, le pouvoir du mari sur la vie professionnelle de son épouse reste officialisé dans 15 pays dans le monde, et dans au moins 29 pays, la loi désigne toujours l'homme comme le « chef de famille »...

La netteté du Non populaire et de classe du 5 juillet était un mandat très strict: pas question de céder aux chantages de la troïka! Or, c'est tout l'inverse qu'a effectué le gouvernement Tsipras: de l'art de gâcher une occasion historique, qui en outre clarifiait le paysage politique, entre la droite et le Pasok, les nazis hors jeu et le sectarisme du KKE sanctionné. Toute la semaine qui a suivi, la gauche sociale et politique a lancé en Grèce des mobilisations pour traduire la victoire du Non en rupture avec la logique des mémorandums. Ces initiatives ont pu réunir du monde, mais guère au-delà des militantEs, comme on l'a vu lors des rassemblements du vendredi 10 et dimanche 12.

Soulagées de voir que le Non massif qui faisait trembler l'Europe du capital n'était pas mis à profit par le gouvernement grec, les instances européennes ont donc accentué leurs attaques criminelles, pour aboutir à « l'accord » de lundi, enfouissant le pays un peu plus dans la misère et la perte de souveraineté. Sans s'avancer sur les réactions des prochains jours, on constate que le résultat de cette capitulation est pour l'instant terrible: consternation dans les rangs organisés et chez les sympathisantEs de Syriza, avec perspectives soit de démissions soit d'exclusions pour les ministres ou députés qui ont voté Non vendredi dernier, et qui s'appêtent à refuser le nouveau diktat européen; Possible scission et constitution d'un groupe indépendant autour de la Plateforme de gauche de Syriza...

## GRÈCE Éviter le fatalisme qui conduit à la catastrophe

*Lundi noir en Grèce, une semaine après la réponse sans appel du référendum: 61,3 % de Non... À ceux qui veulent mettre en doute le sérieux de la campagne, on ne peut que répondre cette évidence: la population a subi 5 ans de souffrances pour trop bien savoir qu'en disant Non massivement (jusqu'à plus de 80 % chez les jeunes de 18 à 24 ans!), elle engageait une rupture avec l'austérité.*



Lundi 13 juillet, manifestation devant le Parlement à Athènes contre l'accord. DR

### Construire des mobilisations unitaires

L'avenir du gouvernement semble mal engagé: comme l'écrit une camarade d'OKDE-Spartakos (IV<sup>e</sup> Internationale), « Le gouvernement de la gauche, dont l'élément principal est Syriza, le gouvernement dit anti-mémorandum, est déjà tombé ». Mais bien plus largement, on voit un paradoxe: des partisans du Oui félicitent Tsipras pour avoir sauvé la Grèce du

« Grexit », ce qui reste d'ailleurs à voir dans la durée, l'Europe de la réaction ne se contentera peut-être même pas de cette reddition. Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative Katrougalos se félicite de cet accord, car « ce qui change tout, c'est qu'il sera géré par un gouvernement Syriza-Anel »... Sans commentaires.

En face, le peuple de gauche grec est hésitant, entre fatalisme (Tsipras

n'avait pas le choix...) et incrédulité sur des solutions possibles de gauche, la bourgeoisie apparaissant trop forte et Syriza radical dans ses discours mais incapable de prendre des responsabilités.

Dans ce climat délétère, il est important de résister, en proposant, comme le fait Antarsya, des mobilisations unitaires s'appuyant sur le formidable Non à l'austérité. Mais il faut élargir au plus vite le mouvement contre la dette et l'austérité, seule perspective crédible politiquement. Aujourd'hui, face aux mesures à venir et au risque même que soient annulées des améliorations récentes (réembauche des femmes de ménage du ministère de l'Économie, réouverture de la télé publique...), la fédération syndicale du secteur public Adedy appelle à la grève mercredi 15 juillet, un acte important dans une phase cruciale pour les travailleurEs de Grèce et d'Europe. Face à la nouvelle tentative d'assassinat contre la Grèce, la riposte doit se lancer au niveau européen, dans les quartiers et les entreprises!

**D'Athènes, A. Sartzekis**



Juncker et Lagarde au bal des vautours... DR

rente des intérêts. Pour eux, la dette est d'abord et avant tout un droit sur les richesses produites. Sauf qu'à faire trop pression pour leur donner confiance, la troïka étouffe... l'économie, entraînée dans la récession au risque de la faillite.

consolidation budgétaire et des réformes. Hollande se fait le relais de cette politique pour tenter de trouver une place dans les négociations. En vain, car, sur le fond, tous sont unis derrière les créanciers, avant tout pour obliger les travailleurs et

les classes populaires à payer les intérêts à la place de la bourgeoisie grecque.

### La leçon de chose grecque

Dans le même temps, les représentants du capital affichent leur propre contradiction. Pour les experts du FMI, il est évident que le plan des créanciers est intenable. Dans la suite des déclarations de Lagarde, ils l'écrivent dans un nouveau rapport, la dette grecque n'est viable à moyen terme que si les Européens apportent une nouvelle aide, rééchelonnent leurs créances et en annulent une partie. Et encore s'il y a une relance de l'économie! C'est ce que disent les experts, mais ce n'est pas ce qui guide les avocats politiques des créanciers. Ces derniers ne connaissent que la logique du rapport de forces. Ils n'ont confiance que quand le débiteur est à terre, même si au final eux-mêmes peuvent y perdre. Le coût social, économique, financier,

politique, y compris pour la bourgeoisie, de la sortie de la Grèce de l'euro serait bien supérieur, même si personne ne peut le mesurer, à ce que leur coûterait l'allègement de la dette. Ils le savent, leurs experts le leur disent mais, aveugles, ils mènent une guerre de classe qui conduit, non seulement le peuple grec mais tous les peuples, à la catastrophe car toute leur économie repose sur un océan de dettes publiques mais aussi privées. Contre eux, il n'y a pas de négociation possible, mais la lucide bataille politique pour construire un rapport de forces et d'abord expliquer que les illusions débouchent non pas sur une démolition, mais sur une conscience plus claire: il n'y a pas d'issue sans annulation de la dette et la mise hors d'état de nuire des banques et de la finance. La bataille est loin d'être finie...  
**Yvan Lemaître**

## Le chiffre 460 milliards

*C'est, en euros, la somme des 500 plus grandes fortunes de France, selon le traditionnel classement du magazine Challenges: 5 fois plus qu'en 1996 (année du premier classement)... et une fois et demie le montant de la prétendue dette de la Grèce! Bernard Arnault, patron du groupe de luxe LVMH, domine le classement, avec à lui seul 34,66 milliards d'euros.*

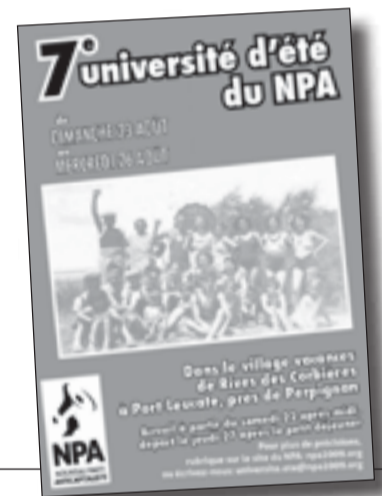


## Agenda

**Du dimanche 26 juillet au samedi 1<sup>er</sup> août, les Rencontres internationales de jeunes, Belgique.**

Programme: <http://www.npa2009.org/agir/recontres-internationales-de-jeunes-2015-le-programme>. Plus d'infos: [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)

**Du samedi 22 au jeudi 27 août, 7<sup>e</sup> Université d'été du NPA, Port-Leucate.** Plus d'infos et inscription en ligne: <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015>



## NO COMMENT

*L'Union européenne, ce doit être un espace dans lequel on met en œuvre la réciprocité, où chacun fait des efforts. (...) Faut pas qu'on soit dans un système où c'est celui qui gueule le plus fort qui a gain de cause sur tout. Faut pas que la Grèce devienne, pardon, c'est un peu lapidaire dit comme ça, la CGT de l'Europe.*

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET, vice-présidente des Républicains, sur *France Info* vendredi 10 juillet

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)





GOUVERNEMENT PRO-MEDEF

## La preuve par Macron!



Le commerce bientôt à nouveau dans la rue? PIERRICK VILLETTE

Voilà, c'est fini: après un parcours législatif, débuté en décembre 2014, plus chaotique que prévu par l'exécutif, la loi relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite **Macron** a été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 9 juillet dernier avec l'usage, pour la troisième et dernière fois, du 49-3.

Cette loi de droite, qui n'a au bout du compte été votée que par le Sénat à droite, va rapidement rentrer en application dans les semaines qui viennent, nonobstant la saisine du Conseil constitutionnel par les Républicains qui n'ont même pas cherché cette fois-ci à censurer le gouvernement. Les réactions des responsables socialistes frisent le comique de répétition. Ainsi, Bruno Le Roux, président du groupe PS écrit sans ciller que «l'important n'est plus désormais de savoir comment cette loi est passée au Parlement mais comment elle va passer dans la vie des Français.» Cambadélis lui se fait jésuite: «C'est dommage, mais c'est comme ça. Le gouvernement a décidé de fonctionner de cette manière, la constitution le permet et il n'y a aucune raison qu'il ne le fasse pas.» Enfin, Macron mérite la palme, lui qui la même semaine compare Syriza au FN et se fait crypto-monarchiste... Le CLIC-P qui, depuis juin 2014, a porté de bout en bout la mobilisation contre les dispositions relatives au travail dominical et nocturne, avait organisé un ultime rassemblement devant le Palais Bourbon regroupant une centaine de participantEs en dépit des congés. L'état d'esprit reste combatif car, en refusant tout accord, il compte bien bloquer ces ouvertures, à commencer celles des grands magasins parisiens, s'appuyant sur une solidarité renforcée entre les différentes boîtes invitées à se réunir dès le 15 septembre prochain.

Des recours sont aussi prévus devant le Conseil constitutionnel et le conseil d'État ainsi qu'au plan supranational: En effet, une mesure telle que le plafonnement des indemnités prud'homales suite à un licenciement abusif est manifestement contraire au principe de réparation intégrale, et la multiplication des exceptions au repos dominical viole la convention internationale en question dont la France est signataire.

### Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour

Pour reprendre les mots du poète, avec le probable vote, le 24 juillet prochain, de la loi relative au dialogue social dite Rebsamen, la lune de miel entre gouvernement et patronat bat son plein. Ce dernier s'offusque de la mise en place d'ici 2017 de Commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRRI) pour les salariéEs des TPE ou de la refonte de la représentativité patronale qui va lui faire perdre au passage quelques mandats et subsides... Il reste largement gagnant au change, en particulier dans les PME avec l'inclusion du CHSCT et la baisse du nombre d'élus dans la nouvelle Délégation unique du personnel (DUP) élargie.

Face à ces attaques et à celles à venir sur la médecine et le code du travail, la journée interprofessionnelle du 8 octobre prochain, à l'appel pour le moment de la CGT, de la FSU et de Solidaires, est à populariser sans tarder car elle peut constituer, dans la suite de celle réussie du 9 avril dernier, l'amorce d'une riposte durable.

«La persévérance, c'est ce qui rend l'impossible possible, le possible probable et le probable réalisé» selon Trotski. Alors persévérons!

LD

## GRÈCE Le PS et les Républicains dans le texte

Le cynisme n'a décidément pas de limite. Ces dernières semaines, les commentaires et réactions des principaux responsables politiques français quant à la crise grecque ont donné à voir un spectacle pitoyable et révoltant, malheureusement à l'image des prises de position et des politiques des uns et des autres sur la scène nationale.

Après l'annonce par Alexis Tsipras de l'organisation d'un référendum, c'est du côté de la droite, et notamment des Républicains, que l'on s'est déchaîné.

### Une certaine conception de la démocratie

Le député Éric Ciotti a ainsi dénoncé «un gouvernement de voyous qui a menti au peuple grec et qui est en train d'accroître la crise». Son collègue Benoist Apparu a quant à lui affirmé «ne pas comprendre» le gouvernement grec, avant d'ajouter: «Le bras d'honneur aux créanciers qui tentent de sauver la Grèce est surréaliste!». Éric Woerth, «secrétaire national au projet» (quel programme!), s'est indigné du «sidérant comportement de M. Tsipras», et a péniblement essayé de faire de l'esprit: «C'est plus dur de gouverner que d'être populiste». Même rhétorique du côté de François Fillon, candidat à la primaire: «Voilà où mènent le populisme et la démagogie». Nicolas Sarkozy, enfin, s'est senti obligé d'y aller de son «analyse»: «si l'Eurogroupe cède au chantage du Premier ministre grec Alexis Tsipras, que restera-t-il de la crédibilité de la zone euro?». Haro sur le gouvernement grec, seul responsable du blocage, et aucun mot pour critiquer la politique d'étranglement des institutions européennes et ses conséquences



désastreuses sur la Grèce. Si cela n'a rien de surprenant de la part de ces apôtres du libéralisme sauvage, qui avaient déjà vanté les précédents «plans d'aide» qui ont ruiné le pays, on ne pourra s'empêcher de relever que Nicolas Sarkozy et les siens ne manquent pas de cynisme lorsqu'ils s'en prennent à Alexis Tsipras et à son choix d'en appeler au peuple grec. Archives: «Il est venu le temps de réintroduire dans le fonctionnement de nos institutions le référendum»; «Réfléchissons, il y a moins de risque de populisme quand le peuple peut s'exprimer dans les urnes. À l'inverse, le risque populiste est beaucoup plus fort si le peuple a le sentiment qu'on lui refuse la parole». Deux

déclarations de... Nicolas Sarkozy, à la fin de l'année 2014.

### «Il n'y a pas d'alternative»

Le bureau national du PS a pour sa part affirmé, dans un texte voté peu après l'annonce du référendum, qu'il reconnaissait «le droit du peuple grec de choisir son destin par un référendum s'il le faut». Une déclaration pleine d'hypocrisie quand on sait que dans le même texte était expliqué que «chacun [devait] faire des concessions nécessaires pour qu'un compromis, solide et solidaire soit atteint». Une position soi-disant équilibrée, donc, qui revient à mettre sur un pied

d'égalité le dominant et le dominé, le prédateur et la proie, et exige d'un peuple étouffé par l'austérité qu'il fasse des «concessions». C'est beau comme les cadeaux au patronat et le blocage des salaires. C'est beau comme la loi Macron et la généralisation de la «négociation» bilatérale entre le salarié et le patron, hors de tout cadre réglementaire et protecteur.

Et malgré quelques critiques abstraites de «l'austérité», aucune dénonciation claire, à part chez quelques «frondeurs», de l'attitude des institutions européennes (et de François Hollande) dans leur volonté d'imposer à tout prix encore plus de sacrifices au peuple grec. Voilà qui ne surprend guère lorsque l'on se souvient que le PS avait fait campagne aux dernières européennes «contre l'austérité» tout en l'appliquant en France et en ne trouvant rien de plus intelligent à faire que d'inviter Martin Schultz à son principal meeting de campagne.

Au final, la célébration quasi-unanime de «l'accord» imposé au peuple grec montre que derrière les divergences de forme, le PS (et ses alliés) et les Républicains s'accordent sur l'essentiel: il n'y a pas d'autre voie que l'austérité, et les peuples doivent continuer à payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Bien malin serait ainsi celui qui pourrait savoir à qui attribuer ces deux déclarations: «Pour nous c'était le seul accord possible, conforme à ce que nous souhaitions et il sera un bon accord s'il est respecté»; «Je salue l'accord conclu ce matin à Bruxelles. Le soulagement est grand pour tous les amoureux de l'Europe et d'une certaine idée de son unité».

La première phrase a été prononcée par Éric Woerth, la seconde par Claude Bartolone, deux gestionnaires du système, à ce titre interchangeable, pour qui «il n'y a pas d'alternative». À nous de leur prouver le contraire. Julien Salingue

## FRONT DE GAUCHE De quoi est-il le nom?

À quelques mois des régionales, le Front de gauche se divise une nouvelle fois sur la stratégie à mener face au PS entre ceux qui peuvent s'accommoder ici ou là d'alliances avec lui et ceux qui prônent l'indépendance complète. Nouvelle ou ultime crise?



Avoir un bon copain... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

C'est désormais un grand classique au Front de gauche. Depuis l'élection présidentielle de 2012, les deux principales composantes (PCF et PG) se divisent sur la stratégie à mener vis-à-vis du PS. En particulier, cela a été le cas pour les municipales l'an dernier et les dernières départementales. Un nouvel épisode semble s'ouvrir pour les régionales, pour lesquelles d'ores et déjà il semble difficile de parler d'une campagne du Front de gauche, tant les divisions ici et là sont importantes.

Le cas de l'Île-de-France en est une caricature. En une semaine, le Front de gauche avait donc deux têtes de listes désignées chacune par leur parti: Pierre Laurent pour le PCF et Éric Coquerel pour le PG, cela sans compter Clémentine Autain pour Ensemble. La candidature de Pierre Laurent a été beaucoup critiquée tant par le PG que par Ensemble sur deux principaux aspects: la méthode et la question du cumul des mandats du sénateur Laurent. Mais curieusement, pas un mot – ou en très léger filigrane – sur le fond et le fait de laisser la porte ouverte aux alliances potentielles avec le PS au premier ou au second tour. Après le coup de canicule qui s'est abattu sur le Front de gauche, les esprits semblent s'être un peu calmés

suite à une réunion où «Le Front de gauche est déterminé à œuvrer à un large rassemblement basé sur une implication citoyenne capable de s'opposer à la mise en œuvre au plan régional de la politique d'austérité gouvernementale et de porter une nouvelle ambition de progrès social, écologique et démocratique», et dont l'objectif est de «réussir une percée politique». L'ambition semble donc commune, la méthode pour y arriver, on n'en est moins sûr...

### Le Front de gauche est mort, vive Podemos?

Depuis 2014, les divisions au sein de la coalition ont affaibli terriblement ce front d'organisations, mais tous savent que porter la responsabilité de la «rupture» ne serait une bonne idée pour personne... Alors on biaise. C'est le cas du Parti de gauche qui lors de son dernier congrès il y a quelques jours a préféré la création d'un «mouvement citoyen» à la recherche de «l'alternative à

gauche» sous la forme de cartel électoral (296 voix contre 57), décidé de relancer une dynamique militante via «l'implication citoyenne», «par en bas», davantage que par les discussions d'appareils politiques. Pour Éric Coquerel, «c'est le moment de tenter et de planter une méthode qui nous différencie vraiment des autres forces du système. Il faut s'y mettre maintenant, profiter des régionales, pour au moins sortir en 2017 avec un mouvement qui s'impose comme pouvant prendre le pouvoir».

Derrière tout cela, le PG n'a qu'un seul objectif: Mélenchon 2017. Et si le Front de gauche est un obstacle à cela, il «faut le dépasser», comme l'explique Éric Coquerel: «Il n'est pas possible d'aller tout le temps au rythme des autres, si ce rythme confine au blocage. Le Front de gauche est un acquis et un point d'appui, mais il faut le dépasser». Le message est on ne peut plus clair...

La crise du Front de gauche est donc plus que jamais ouverte. Reste juste à discuter de l'essentiel. Sandra Demarcq



# SYRIE Ni défaite ni victoire

La situation syrienne semble stagner. Affrontements armés sur la majeure partie du pays, avec des avancées et des retraits des forces armées du régime, mais sans changement stratégique dans les rapports de forces militaires sur place.

Après la chute de Palmyre, la ville historique, dans l'est du pays, entre les mains de Daesh en mai, l'armée régulière mène une offensive depuis une semaine pour la récupérer. L'armée du régime soutenue par des combattants de Hezbollah étend son contrôle dans la montagne de Qalamon et attaque depuis peu la ville stratégique de Zabbadani. Une ville connue pour être un lieu dynamique des coordinations révolutionnaires.



La ville d'Alep fin mai... DR

## L'ASL en tenaille

Aussi, les attaques contre les forces du régime à Alep depuis environ un mois battent de l'aile. Il y a deux regroupements de bataillons armés : un prénommé « Fatah Alep » regroupant une trentaine de bataillons, la plupart de l'Armée syrienne libre (ASL) et quelques bataillons islamiques « modérés », à l'exclusion de Jabhat al-Nusra et d'autres forces armées réactionnaires qui elles sont regroupées sous le nom de « Ansar Alsharia ». Ces deux regroupements militaires ont des objectifs contradictoires : le premier est pour une administration civile qui laisse la place aux conseils locaux, le deuxième est pour l'application de la charia islamique...

du pays : treize bataillons de l'ASL se sont rassemblés pour déclencher « la tempête du sud » fin juin dernier ; dans le même temps, les forces réactionnaires Jabhat al-Nusra et autres groupes djihadistes ont également créé « Ansar Alsharia » dans le sud. L'Armée syrienne libre, bien qu'elle soit devenue la force la plus faible militairement, se trouve prise en tenailles entre les forces du régime et les forces réactionnaires de Daesh et al-Nusra et autres groupes djihadistes.

## Pression kurde dans le nord

Au nord de la Syrie, les YPG kurdes, alliés à quelques bataillons de l'ASL, et aidés par les frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par l'administration étatsunienne, ont pu libérer mi juin

dernier la ville frontalière avec la Turquie Tell Abyad, mais aussi Aïn Aïssa sur la route de Al-Raqqa, le fief de Daesh, mais ils ont perdu cette dernière ville récemment. Le contrôle par le PYD, le parti politique le plus important du mouvement nationaliste kurde, de la ville frontalière de Tell Abyad signifie qu'il contrôle aujourd'hui une bande de territoire continue de 400 km. Ce contrôle a eu pour effet une levée de bouclier du gouvernement conservateur turc qui menace d'intervenir militairement dans le nord de la Syrie : son but est d'empêcher l'émergence d'un canton kurde autonome en Syrie qui constituerait un exemple pour les Kurdes en Turquie même. Cela malgré les déclarations répétées des dirigeants des YPG et PYD que leurs actions ne constituent aucun

danger pour les intérêts du gouvernement turc ni pour l'intégrité des territoires de « l'État syrien »...

## Solidarité avec le mouvement populaire

Sur le plan politique, l'événement le plus marquant était l'appel du président russe Poutine le 29 juin à la constitution d'une coalition régionale contre Daesh qui doit comprendre la Turquie, l'Arabie saoudite, la Jordanie et le régime syrien du boucher Bachar el-Assad. Cette déclaration russe n'a pas encore reçu de réponse claire. L'enjeu est de reproduire le régime syrien avec quelques retouches, et d'affaiblir les capacités militaires et économiques du pays. Malgré le recul qu'il connaît à cause de la barbarie du régime, la destruction du pays et la répression des forces réactionnaires comme Daesh et Jabhat al-Nusra, le mouvement populaire, reste vivant. Plusieurs villes syriennes ont connu récemment des manifestations contre ces forces : Beit Saham à côté de Damas, Idleb au nord-ouest ou Deraa dans le sud. Dans les régions sous contrôle du régime, les contestations se lèvent, dont l'appel à une manifestation le 18 juillet contre les exactions des milices progouvernementales dans la ville de Salamiyah dans le centre de la Syrie. En dépit de sa faiblesse actuelle, les militants des coordinations et des groupes révolutionnaires démocratiques et de gauche s'appuient sur ce mouvement populaire, et essaient, dans les conditions les plus terribles, de forger dans la flamme d'une guerre impitoyable un avenir plus progressiste et humaniste au peuple syrien. Nous leur devons une solidarité internationaliste.

Ghayath Naisse

# PALESTINE Gaza: la solidarité ne désarme pas!

Il y a un an, l'armée sioniste attaquait une nouvelle fois le peuple palestinien, écrasant civils et combattants sous un déluge de bombes, laissant derrière elle des milliers de mortEs et de blessés. Alors qu'en réaction à ces massacres, des manifestations de masse se déroulaient dans les capitales du monde entier, le gouvernement français choisissait de réprimer et de criminaliser le mouvement de soutien à la Palestine, et s'alignait pitoyablement sur les positions des bellicistes de Tel Aviv.

Cette tentative de museler toute expression de solidarité avec le peuple de Gaza se heurtait à la détermination de milliers de personnes qui, en dépit des interdictions, répondaient aux appels à manifester lancés par des organisations de soutien au peuple palestinien et le NPA. Les poursuites engagées par le pouvoir contre les organisateurs



Il y a un an, Gaza. On n'oublie pas! DR

des manifestations tournèrent au fiasco judiciaire et à une relaxe confirmée en cours d'appel. Notre devoir d'internationalistes ne saurait se limiter à participer à l'organisation de manifestations de solidarité lorsque le peuple palestinien croule sous les bombardements. Il doit être permanent et s'inscrire dans les campagnes internationales initiées par les organisations palestiniennes. C'est le sens de l'engagement de nombreuses et nombreux militantEs du NPA dans la campagne BDS qui « fêtait » le 7 juillet ses dix ans d'existence. Pour l'occasion, l'association avait invité le journaliste palestinien Ali Abunimah, fondateur du site de référence *electronic intifada* <sup>1</sup> pour une tournée de rencontres et débats à Paris, Bordeaux, Montpellier et Lyon.

## Le blocus continue

Le bilan de cette initiative est un vrai succès. Les quatre réunions ont fait salle comble, et à Paris, l'affluence était telle que des dizaines de personnes n'ont pu rentrer. Les échanges ont permis de faire le point sur la réalité internationale de la campagne BDS et des intimidations qui tentent d'entraver son action. Dans un message de « Gaza la courageuse » particulièrement émouvant, Ziad Medoukh, poète et militant des droits de l'homme, dénonçait le blocus inhumain qui était maintenu malgré les engagements pris par Israël lors du cessez-le-feu. « Les frontières restent fermées, et aucun projet de reconstruction, public ou privé, ne peut voir le jour à cause de l'interdiction d'Israël de faire rentrer du matériel... L'impunité d'Israël est toujours là, avec le silence complice de la communauté internationale. La mobilisation internationale est très appréciée des Gazaouis... Nous tenons bon, nous résistons! » Le lendemain, à l'appel du collectif national, un meeting / rassemblement de plusieurs centaines de personnes, place de la République à Paris, exigeait la levée immédiate du blocus inhumain. La plupart des intervenants ont réaffirmé leur soutien à la campagne BDS et appelé à son renforcement. Le NPA, largement investi dans la campagne, a en particulier souligné la nécessité de l'unité du mouvement de soutien. À l'heure où l'État colonial commence à sentir concrètement les effets de la campagne BDS, toute tentative de division serait un coup porté au travail réalisé depuis 10 ans. Plus que jamais, nous devons, dans l'unité la plus large possible et en refusant de céder à toutes tentatives d'intimidation, qu'elles viennent directement des sionistes ou du gouvernement français. Des initiatives doivent être prises pour exiger l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie et des dispositions des récentes lois « antiterroristes » qui visent entre autre à criminaliser le mouvement de soutien à la Palestine.

Alain Pojolat

1 - <https://electronicintifada.net>

# CHINE Les contradictions capitalistes commencent à éclater

Après avoir plus que doublé en moins d'un an, la bourse de Shanghai a chuté de 30 % en moins d'un mois.

Des fortunes virtuelles de milliardaires sont parties en fumée, c'est le côté joyeux du krach. Le 8 juillet, la cotation de la moitié des sociétés enregistrées sur le marché a été suspendue pour limiter l'effondrement (- 8 % en début de séance). Après l'explosion de la bulle immobilière en 2014, c'est au tour de la bulle financière d'éclater. Il s'agit de la manifestation d'une déconnexion entre la création de valeur dans l'économie réelle et l'emballement du crédit qui a nourri des bulles insoutenables.

## Baisse du taux de profit

L'accumulation du capital ralentit fortement en Chine, en particulier dans l'industrie. Les chiffres de la croissance sont vraisemblablement truqués, incohérents avec l'annonce d'une chute en avril des exportations de 15 % et des importations de 12 % (par rapport à avril 2014). C'est la conséquence d'une baisse importante du taux de profit depuis une quinzaine d'années. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse de la rentabilité du capital. La croissance très rapide des investissements (bien plus rapide que le PIB) a provoqué une hausse de la composition organique du capital : c'est le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit décrit



aujourd'hui environ la moitié des travailleurs (contre 18 % en 2000) et reçoivent en moyenne un salaire trois fois moins élevé que les travailleurs qui ont un permis. Le ralentissement de l'économie chinoise ne permet plus d'absorber toute la main-d'œuvre qui vient des campagnes : le chômage augmente, autour de 10-15 % en moyenne dans les villes. À cela s'ajoute l'augmentation des taxes et l'appréciation de la monnaie qui affectent la compétitivité des entreprises en Chine.

## Crise de la dette

Stimulé par les bas taux d'intérêt, l'endettement public et privé a explosé ces dernières années, augmentant bien plus vite que le PIB. Depuis 2007, la dette totale a quadruplé pour atteindre 280 % du PIB. Cette explosion de la dette a d'abord alimenté une bulle immobilière impressionnante qui a dopé le secteur de la construction. La corruption des gouvernements locaux et la quête du profit des banques y ont fortement contribué. Dès 2011, de premiers signaux d'alerte étaient visibles, avec l'apparition de villes fantômes.

L'État chinois est parvenu pour l'instant à gérer « en douceur » l'éclatement de cette bulle, qui laisse des millions de mètres carrés inoccupés. Il a ensuite incité les Chinois à jouer les boursicoteurs, en faisant de la propagande et en facilitant les prêts. Des millions de Chinois se sont rués sur les marchés financiers, alimentant une bulle qui a dopé artificiellement la croissance via un « effet richesse » incitant les ménages à la dépense.

## Gouvernement dans l'impasse

L'État chinois est pris dans une contradiction inextricable. D'un côté, il doit limiter progressivement le crédit pour éviter un éclatement des bulles trop brutal et désendetter en douceur le pays. D'un autre côté, il est tenté de se lancer dans une fuite en avant pour contenir la chute de la bourse. C'est cette seconde option que le gouvernement a choisi dans l'urgence : baisse des taux, ordres donnés aux banques de prêter, aux entreprises d'État de ne pas vendre leurs actions, etc. La bureaucratie chinoise réagit comme n'importe quel gouvernement bourgeois, avec des remèdes de court terme qui aggravent le mal à moyen terme. La Chine n'échappera pas à une crise de grande ampleur dont nous voyons aujourd'hui les prémices.

Gaston Lefranc



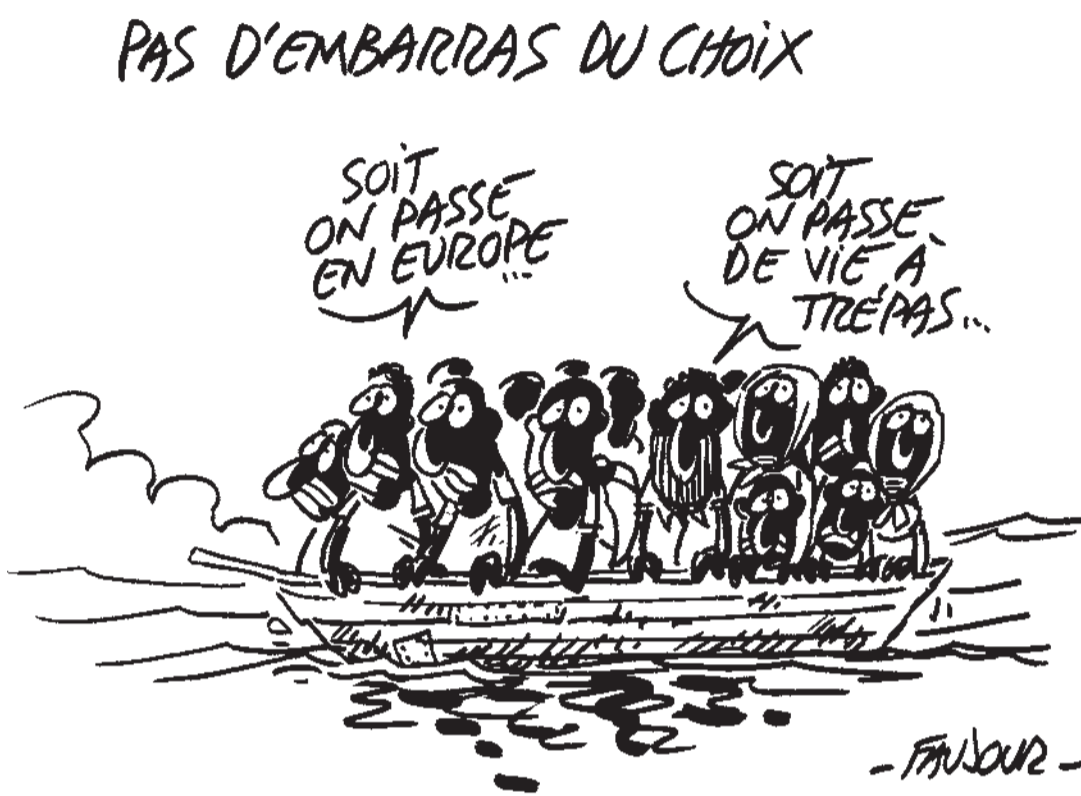
## UNE PERSPECTIVE RÉALISTE, LA LIBERTÉ D'INSTALLATION ET DE CIRCULATION

Les quelques-uns qui exercent la gouvernance du monde et qui, uniquement soucieux de préserver les intérêts de leur classe, fabriquent conjointement avec « médias-service » les idées reçues, tiennent tout particulièrement à celle-là : « la libre circulation ou la libre implantation des personnes, c'est une utopie », avec des déclinaisons du type « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »...

Ils trahissent là pourtant une caractéristique propre aux classes décadentes qui est, dans le désir de tirer le meilleur profit immédiat de leur position de domination, de ne se préoccuper que du court terme et de nier toute alternative. Car sans cela, ils ne pourraient ignorer qu'au-delà du cynisme et de l'inhumanité dont ils font preuve une fois de plus, ils nourrissent un rêve rien de moins qu'insensé en prétendant endiguer éternellement les forces accumulées par la misère de milliards d'êtres humains sur notre planète. Et même dans l'immédiat, comment pourraient-ils imaginer les maîtriser sans dégâts majeurs ?

### Pas d'autre issue que la survie

Car la puissance des hommes et des femmes, qui ne présentent pas d'autre exigence que de pouvoir vivre ailleurs que dans les frontières où le hasard les a fait naître, est à terme sans limite. Ils la tiennent de la conscience aiguë que c'est là une question de survie, alors que les guerres se multiplient, que la pression de l'exploitation néocoloniale se fait toujours plus sentir, que la catastrophe climatique s'approfondit. Cette situation qui ne leur offre pas d'autre issue que de prendre une route souvent mortelle est bien entendu explosive. Quant à l'issue de cette explosion, tout est possible. L'enjeu est historique, les voies du futur indéterminées. Entre brusque révolte d'esclaves qui aurait tout lieu de ne pas faire dans la dentelle et pourrait bien ouvrir une longue période barbare, et soulèvement des damnés de la terre à même d'engager un authentique processus révolutionnaire, l'histoire n'a pas tranché. De même, un jour, l'inéluctable fin de l'ordre capitaliste ne doit pas nous rendre aveugles : le système a déjà fait la preuve de ses capacités de résilience.



### Un nouvel ordre contre les frontières

Il reste que l'objectif affiché de « maîtrise des flux migratoires », indépendamment de l'exécration du monde qu'il reflète et des considérations morales qui autoriseraient à le mettre en cause, tient de moins en moins la route. La seule alternative est donc d'imposer la reconnaissance des principes de libre circulation et libre implantation. Nous disons bien imposer puisque nous ne doutons pas que seul l'enclenchement d'un processus révolutionnaire, sous une forme ou sous une autre, permettrait d'y parvenir : en effet, il ne s'agit de rien de moins que l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Car il faut bien avoir en tête que seul l'ultralibéral le plus échevelé ou le libertaire le plus déjanté pourraient imaginer que libertés de circulation et d'implantation ne s'organiseront pas. Le jour où

la liberté de circulation sera instaurée, un code de la route sera nécessaire comme sur n'importe quelle voie de circulation. Quand la liberté d'implantation sera reconnue, la répartition des terrains disponibles se fera à l'instar de ce qui se passe par exemple avec des plans d'occupation des sols. Et il n'appartiendra pas à des États, moins encore aux marionnettistes, grands maîtres de l'économie mondialisée qui en contrôlent aujourd'hui les chefs, d'y pourvoir. Ce nouvel ordre ne pourra être mis en place que sous couvert d'organisations supra-étatiques réellement démocratiques qui seraient autre chose que le hochet de 5 grandes puissances disposant à leur gré d'un droit de veto.

### Nos mobilisations au quotidien

Nous n'y sommes pas encore mais, en nous situant dans cette

perspective, nous sommes tout de même plus respectueux des droits fondamentaux mais également au bout du compte plus réalistes que ceux qui s'arc-boutent contre un mur déjà fissuré de partout et condamné tôt ou tard à s'effondrer dans le bruit et la fureur... pour le pire ou pour le meilleur.

Et il n'est pas de jour où nous ne pouvons contribuer, par nos mobilisations, à avancer dans la bonne direction en luttant contre des gouvernements illégitimes (et au fond déboussolés), contre les exploiters de tout acabit, en ne négociant pas sur notre soutien à leurs victimes et en nous engageant avec détermination aux côtés de celles et ceux qui – réfugiés, migrants, avec ou sans papiers – ne revendiquent en franchissant nos frontières rien de moins que le droit de vraiment vivre. Élémentaire, non ?

François Brun

# MIGRAT

# De L'À

# OUVRE

# les

# fronti

## DERRIÈRE LES CHIFFRES, DES HOMMES ET DES FEMMES...

### Nombre de migrantEs recensés dans le monde en 2013

232 millions (175 millions en 2000), dont :

**72 millions en Europe**, dont 9,8 millions en Allemagne, 7,5 millions en France et 6,5 millions en Espagne  
**71 millions en Asie**, dont 9,1 millions en Arabie saoudite  
**53 millions en Amérique du Nord**, dont 46 millions aux États-Unis (parmi lesquels 11 millions de Mexicains)  
**19 millions en Afrique** (essentiellement intracontinentaux)  
**8 millions en Océanie**

48% sont des femmes  
 15% de moins de 20 ans

### Pourcentage des migrations sud-sud de 2000 à 2013

57%

### Pourcentage d'immigréEs dans la population

**Qatar**: 86%  
**Émirats arabes unis, Koweït**: autour de 70%  
**Arabie saoudite**: plus de 30% (essentiellement indo-pakistanaï, pour la moitié de moins de 24 ans)  
**Australie**: 27%  
**Canada**: 20%  
**Espagne**: 14%  
**États-unis, Allemagne**: 13%  
**France**: 11,6%  
**Royaume-Uni**: 10%  
**Italie**: 7%  
**Japon**: 1,5%, pour plus de la moitié Chinois et Coréens)

### MigrantEs ou réfugiéEs en transit (estimations)

5 millions de réfugiéEs irakiens fin 2009 en Syrie  
 Près de 350 000 réfugiéEs soudanais au Tchad  
 Entre 65 000 et 120 000 subsahariens chaque année au Maghreb  
 Entre plusieurs centaines de milliers et un million de migrantEs de passage en Turquie  
 3 millions d'Irakiens de passage en Jordanie  
 1,8 millions de Libyens en Tunisie

### Évaluation des réfugiés environnementaux en 2010

50 millions  
**Projections pour 2050**  
 200 millions

### Nombre de demandes d'asile déposées dans toute l'Union européenne

**2012**: 332 000, dont 78 000 en Allemagne et 61 000 en France  
**2013**: 434 000, dont 127 000 en Allemagne et 66 000 en France  
**2014**: 625 000, dont 203 000 en Allemagne, 81 000 en Suède et 64 000 en France, comme en Italie

### Taux de réponses positives aux demandes d'asiles des principaux pays d'accueil potentiels en 2014

**Suède**: 83%  
**Italie**: 59%  
**Allemagne**: 49%  
**France**: 30%

### Principaux demandeurs d'asile dans l'UE en 2014

**Syriens**: 123 000  
**Afghans**: 41 000  
**Kosovars**: 38 000

### Entrées en Europe par la méditerranée et la Turquie depuis le début de cette année

environ 100 000  
**Débarquement de migrantEs dans la seule Italie entre 2006 et 2014**  
 Plus de 300 000  
**Entrées irrégulières comptabilisées par le HCR en Italie et Grèce du 1er janvier au 10 juin 2015**  
 105 000, dont 39% de Syriens et 8% d'Érythréens

### MortEs en Méditerranée depuis 2000

Sûrement près de 30 000  
**Sauvetages assurés essentiellement par le dispositif Mare Nostrum en 2014 (supprimé faute de moyens)**  
 140 000  
**Morts recensés pour les six premiers mois de 2015**  
 Plus de 2000



IONS

AIR

ONS

ères

## ILS ARRIVERONT QUAND MÊME...

Les récentes évacuations de campements de migrantEs dans le nord de Paris (entre le 1<sup>er</sup> juin métro La Chapelle et le 9 juillet rue Pajol), et les mouvements de solidarité nés autour des premiers concernés, ont remis la question des migrations au centre de l'actualité. Parmi d'autres questions politiques, les raisons pour lesquelles ces hommes et ces femmes ont fui leurs pays...

**D**ans les cas des campements récemment installés à Paris, la plupart des migrantEs sont originaires de pays dits de la Corne de l'Afrique et du Soudan. PasséEs par la Libye (avant d'être à nouveau contraintEs de fuir en raison de l'état de guerre que connaît ce pays) ou non, ils ou elles ont quitté des pays du Nord-Est du continent africain : Érythrée, Soudan, Éthiopie, ou dans une moindre mesure Somalie ou Tchad.

### En Érythrée, un régime de fer

Après les SyrienEs (fuyant la guerre civile, la dictature d'Assad et les djihadistes), les ErythréenEs sont aujourd'hui la deuxième nationalité qui entame le dangereux voyage intercontinental à travers la Méditerranée. Un cinquième de la population globale de ce pays – qui compte environ six millions d'habitantEs – a fui l'Érythrée, et 5000 personnes quittent ce pays chaque mois selon des chiffres fournis par les Nations unies.

Dans de nombreux cas, les facteurs qui poussent les migrantEs au départ relèvent de la responsabilité directe des puissances occidentales. Le cas de l'Érythrée est à cet égard spécifique. Souvent surnommé « la Corée du Nord » de l'Afrique, le régime de ce pays est le produit d'un mouvement de « libération nationale » qui a très mal tourné. Produit d'une guerre de sécession menée contre l'Éthiopie voisine conduite de 1961 à 1993 (alors que le régime éthiopien fut d'abord soutenu par les USA, puis à partir de 1974 par l'URSS et Cuba), le régime actuel est arrivé au pouvoir après trente ans de combat.

Suite à l'indépendance acquise en mai 1993, le nouveau pouvoir, conduit jusqu'à aujourd'hui par Isaias Afwerki, a imposé le système militaire de l'ex-armée de guérilla au pays entier. Dès lors,

un tiers du PIB est consacré à l'armée. L'ensemble de la population, hommes et femmes, est contrainte à effectuer un service militaire à partir de l'âge de 17 ans, qui dure en théorie un an et demi... et en pratique parfois jusqu'à l'âge de 40 ans ! Des réfractaires sont soumis à des tortures systématiques, et souvent enfermés dans des prisons sous forme de containers de cargos en métal, ces derniers pouvant être placés dans le désert érythréen, avec des températures dépassant les 50°C...

Alors que politiquement, le régime érythréen est assez isolé au plan international, il attire néanmoins certains investisseurs. La Chine y est économiquement assez présente, et le Qatar prête de l'argent à la dictature. La mafia italienne y garde encore un pied (la conquête coloniale en Érythrée fut d'abord italienne, commencée dans les années 1880 et ce jusqu'à la Seconde Guerre mondiale), et exploite quelques hôtels sur la Mer rouge.

### Au Soudan, dictature et violences ethniques

Au Soudan, l'isolement politique du régime est aussi relatif. Certes, le président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 1989, est recherché pour crimes contre l'Humanité par la CPI (Cour pénale internationale), même si aucun pays n'est très actif pour l'arrêter. Mais des grandes entreprises internationales, notamment de l'industrie pétrolière dont le géant français TOTAL, sont présentes depuis des décennies dans le pays. Elles ne sont pas retirées, mais il est vrai que depuis la sécession du Soudan du Sud en juillet 2011, les intérêts pétroliers se trouvent surtout dans le nouveau pays voisin.

Le Soudan, qui était dans les années 1950 encore l'un des pays arabes dotés du plus fort Parti communiste de la région (et d'un mouvement syndical), a depuis connu des décennies de dictature sanglante. Il s'agit essentiellement de régimes à dominante militaire – el-Béchir est lui-même arrivé au pouvoir par un putsch militaire –, accompagnés ou non d'une composante islamiste (dans les années 1990 sous Hassane el-Tourabi).

Au moins jusqu'à l'indépendance du Soudan du Sud, une ligne de « frontière » entre populations arabo-musulmanes d'un côté, et noires, chrétiennes ou animistes de l'autre, traversait le pays et a constitué un facteur de division alimentant des violences extrêmes. Au Darfour, des violences continuent d'opposer populations arabes et noires, sur fond de rivalités entre agriculteurs et éleveurs, et alors que les changements écologiques font que les ressources en eau se raréfient. Une situation qui explique pourquoi de nombreux migrants présents à La Chapelle et rue Pajol sont originaires du Darfour.

Bertold du Ryon

## L'IMPORTANT DES MOTS

Mise au point sur quelques termes et concepts fondamentaux.

**Les étrangers** ~ Un étranger est une personne qui réside dans un pays mais n'en possède pas la nationalité. La qualité d'étranger ne perdure pas forcément car on peut obtenir la nationalité d'un pays. Au-delà de l'approche juridique, l'acception commune du terme et son ambivalence entretenue reviennent de façon révélatrice à assimiler l'étrangeté au danger, à présenter l'étranger lui-même comme menaçant et envahissant, et débouchent sur des pratiques excluant, répressives et anxiogènes.

**Les immigrés** ~ Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant dans un autre pays que le sien. La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il obtient la nationalité française. L'usage du terme permet ainsi de stigmatiser une part importante de la population, non seulement ces étrangers devenus français, mais également leurs enfants.

La manipulation fondamentale consiste à opérer un glissement où les immigrés passent toujours pour des étrangers, donc envahissants et dangereux à perpétuité. Ils font ainsi fonction d'ennemi intérieur, une fonction indispensable à la classe dominante.

**Assimilation et intégration** ~ Cette manipulation repose particulièrement en France sur le recours à une double notion perverse : l'intégration, ou dans sa forme brutale, l'assimilation. Dans les deux cas, il s'agit de se soumettre aux normes édictées par les dominants du pays d'accueil. Dans le cas de l'intégration, il s'agirait seulement de « jouer le jeu » en étant sage et discret, idéalement invisible. Dans le second, on demandera des preuves de la liquidation consciente et volontaire de toute distinction. L'une et l'autre sont reliées par l'injonction insoutenable et sans cesse plus exigeante qu'elles représentent et contribuent donc à maintenir les populations concernées dans leur position d'étrangeté, d'infériorité et *in fine* d'oppression subie.

**Les migrants** ~ Le terme est a priori plutôt neutre et technique. Il n'en tend pas moins à gommer la diversité des origines, causes et modalités d'émigration, statuts juridiques et sociaux, destinations... et conduit ainsi à une unification factice, voire à une confusion entre des populations ainsi dépouillées de leur existence propre en tant qu'individus autonomes et agissants.

**Les demandeurs d'asile** ~ Un demandeur d'asile est une personne qui a fui son pays où elle était persécutée ou menacée. Elle butte sur trois obstacles : l'impossibilité fréquente (règles européennes aidant) de déposer sa demande, le non respect de leurs droits de demandeurs (notamment en matière de logement) et un traitement policier qui, pour un peu, les identifierait à des sans-papiers !

**Les réfugiés** ~ Si le demandeur d'asile obtient gain de cause, il devient un réfugié. En dépit de la référence théorique à la seule convention de Genève, les politiques des États en matière de reconnaissance de ce statut sont pour le moins diverses. Elles reflètent le degré de xénophobie, voire de racisme de ces États, ainsi que le cynisme dont procèdent des considérations, souvent économiques mais aussi de politiques internationales, qui n'ont rien à voir avec l'examen objectif du dossier.

**Les déplacés** ~ Il s'agit d'une catégorie qui inclut les « déplacés internes » qui ont été contraints de quitter leur lieu de vie mais n'ont pas franchi de frontière et demeurent donc en théorie sous la seule « protection » (mais on devrait plutôt dire sous la coupe) de leur propre gouvernement. Du fait de la multiplication et de l'aggravation des causes de déplacement (conflits, désastre climatique...), leur augmentation est exponentielle, et l'UNHCR (l'agence des Nations unies pour les réfugiés) est conduite à leur apporter une aide, même si cela ne relève pas strictement de son mandat.

**Les déportés** ~ Un déporté est une personne dont le déplacement a été contraint et organisé par une institution étatique, généralement dans le cadre d'une opération de masse.

**Les sans-papiers** ~ Un sans-papiers est une personne vivant et travaillant dans un pays mais sans statut légal. Sa situation découle d'un jeu bureaucratique opaque et de la manipulation de prétendus critères au service d'une politique d'ensemble. Il est le travailleur idéal pour les patrons et l'une des pièces majeures du dispositif libéral de division socio-ethnique du travail. Il est en pratique surexploité, empêché d'accéder aux droits les plus élémentaires, et racketté par l'État puisqu'il ne saurait avoir un retour sur ses impôts et ses cotisations.

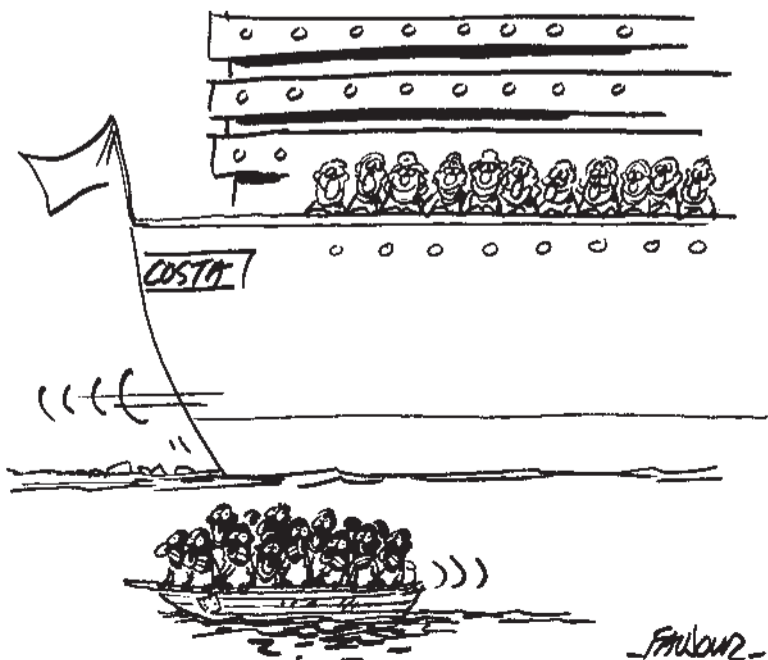
**L'immigration choisie** ~ La rhétorique sarkozienne a « popularisé » ce terme en France... comme si le choix par les États des « bons » et « mauvais » migrants au « bon » et « mauvais » moment était une innovation ! La réalité, c'est qu'avec la mise en avant de cette notion cyniquement euphémique, la voie était ouverte à une politique de droite extrême balançant constamment entre la tentation du proto apartheid de la « préférence nationale » façon FN et le pragmatisme libéral-raciste pratiqué d'ordinaire, avec une bonne ou mauvaise conscience à géométrie variable, par l'ensemble des partis de gouvernement. Ce sont peu ou prou les mêmes « choix » qui sont faits par la même classe sociale dans l'ensemble d'une Union européenne qui ne cesse de dériver à droite.

**Migrants « politiques » et migrants « économiques »** ~ L'une des ruses favorites des États, soucieux de garder la main et de « choisir » à leur gré leurs immigrés, est quelquefois d'opposer le gentil et pauvre migrant « politique » (un tout petit peu légitime donc) au redoutable migrant « économique », au mieux le représentant de toute cette « misère du monde » qu'on ne peut pas accueillir, au pire un clandestin venu voler le travail des autochtones. Mais au contraire, quelquefois, il s'agit aussi d'utiliser le migrant « économique » dûment choisi contre la masse terrifiée des damnés de la terre prête à déferler. Ce faisant, on fait semblant d'ignorer que, dans tous les cas, le réfugié politique devra chercher du travail ou que les migrants « économiques » viennent souvent de pays en proie à la guerre, au chaos ou soumis à des régimes sanguinaires, ou encore qu'à l'instar des Roms, ils ont été réduits à la misère par l'apartheid. En tout état de cause, l'enjeu est toujours de bien enfoncer dans la tête des autochtones (y compris quelquefois de migrants déjà installés) les notions de seuil de tolérance, surnombre, et autres billevesées...

**Pourquoi toutes ces catégories ?** Elles ne sont que la traduction d'une gestion étatique discriminatoire des individus, notamment à l'encontre des migrants. Elles ne sont pas seulement un rouage de la machine à fabriquer des sans-papiers, mais en créant de toutes pièces des hiérarchies et des conflits d'intérêts, elles assoient les rapports sociaux de domination tant de classe que de race (comme dans d'autres domaines, elles assoient les rapports sociaux de genre). C'est la négation même de la citoyenneté de résidence, seule à même d'assurer l'égalité des droits et que ne pourrait garantir à terme que la reconnaissance des principes de liberté de circulation et d'implantation.

Sylvain Madison

LES CHASSE-CROISÉS DE L'ÉTÉ





## METALTEMPLE FUMEL (47) Un député UMP qui méprise les gens d'en bas

Les salariés de MetalTemple ont lutté, entre fin 2014 et début 2015, pendant plusieurs mois contre la liquidation et la fermeture annoncée de leur usine (136 travailleurs). Il ne reste aujourd'hui que 43 salariés (430 en 2004...), avec un nouveau reprenneur. En attendant pire?

En février-mars, les grévistes avaient bloqué et occupé l'entrée de l'usine, menant une bataille contre ces « patrons voyous » qui vendent, revendent ou rachètent des entreprises, virant à chaque fois des dizaines de salariéEs et prenant au passage des aides publiques totalement injustifiées. Une bataille menée aussi face aux pouvoirs publics et aux élus locaux de tous bords qui laissent faire et cautionnent une politique patronale qui se traduit par une véritable catastrophe sociale.

Le député-maire UMP du coin, en plus de ne rien faire pour défendre les emplois, s'en est pris aux salariés en lutte. Alors que les représentants syndicaux annonçaient aux ouvriers la levée du blocage à la demande du nouveau patron Pozas, celui-ci a accompagné devant les caméras le député-maire Coste qui a déclaré : « vous avez un certain nombre d'individus, la CGT, le NPA, je pèse mes mots, des alcooliques et des voleurs, qui ont fait de l'usine une zone de non-droit (...) ». Des propos révélateurs du mépris des salariéEs, surtout celles et ceux qui relèvent la tête, et de la violence d'une société qui condamne une ville, une région, au chômage et à la précarité. Dans son élan médiatique, Coste a même fait appel au gouvernement pour une intervention militaire pour dégager la place... Du vrai n'importe quoi, mais les réactionnaires osent tout!

### Contre la haine de classe, résistance!

Nos camarades CGT de l'usine ont saisi le tribunal pour attaquer cet « élu du peuple » pour diffamation. En tant que NPA, nous avons entamé la même démarche en nous coordonnant. L'enjeu? Dénoncer le mépris social, la haine de classe, la bêtise de ceux qui sont du côté des possédants qui rêvent de faire taire toute résistance. C'est ce mercredi 15 juillet au tribunal d'Agen qu'est fixée l'audience, sûrement pour cet automne. Une affaire à suivre donc. Ayons enfin évidemment une pensée pour notre camarade Ignace Garay, mort d'un accident de la route il y a un an, le 11 juillet 2014. Lui qui a travaillé, milité et combattu dans cette usine durant 3 décennies et jusqu'au bout. Porte parole du NPA dans le département, il était reconnu « incontournable » par nos adversaires politiques, dans la lutte contre les licenciements.

Philippe Poutou



Il y a quelques années, Ignace prenant la parole. DR

## VICTOIRE DES POSTIERS DE VAL-DE-REUIL (27)

# « la fierté »!

Le centre de tri de Val-de-Reuil était connu pour être « tranquille ». Que s'est-il passé?

Depuis 15 ans, il y a eu cinq restructurations et 50 suppressions d'emplois sans réaction. Cette plateforme d'une soixantaine de communes a vraisemblablement été choisie par la direction de la région Nord-Ouest comme laboratoire pour tester une réorganisation d'ampleur. Mais là ça a craqué, et ils ont été complètement surpris. L'étincelle, ça a été la colère de facteurs qui avaient déjà été impactés et qui ont vu que le plan de la direction leur pourrirait la vie encore plus. Alors à quelques-uns, on a expliqué, motivé, et organisé une réunion d'information intersyndicale où la décision a été prise de partir en grève illimitée deux semaines plus tard : le temps de bien se préparer, en s'appuyant sur le rapport d'expertise commandé par le CHSCT, en particulier sur la démonstration des risques pour la santé. Et le 22 juin, nous étions 50, dont beaucoup de femmes, 80% du personnel hors CDI et intérimaires, avec le soutien de SUD et de la CGT (30% des voix chacun aux élections professionnelles). La CFDT (30% aussi) et FO ont suivi sans appeler.

### Que voulait la direction de la Poste?

Fermer le tri à Louviers et Alizay, tout regrouper chez nous en supprimant 10 postes, soit 8 tournées sur 59. On aurait subi des tournées presque deux fois plus longues, avec des collègues qui préparent les « sacoques » sur place. Aller de plus en plus vite, avoir encore moins de temps pour le contact, c'est à la fois une dégradation pour le service public auquel nous, contrairement à la direction, nous sommes réellement attachés, et une dégradation insupportable des conditions de travail. À coup sûr 8 heures dehors, sans parler des remplaçants qui ne connaissent pas les tournées...

### Comment s'est passé le mouvement? Le soutien?

Piquet de grève dès 6 h 30 devant le centre, et nous n'étions jamais

Entretien. Après 17 jours de grève (voir l'Anticapitaliste n°297), les postiers de Val-de-Reuil (dans l'Eure) ont fait reculer leur direction. Nous avons rencontré l'un des animateurs de cette grève, Gérard Gossent, facteur et militant de la CGT.



PrêtEs à y retourner, touTEs ensemble! DR

moins d'une trentaine toute la journée. Dès le début, l'huisier était là et il ne nous a pas lâchés. Nous avons choisi de ne pas bouger de là. Cela a permis de maintenir le moral, de discuter en continu, de remonter ceux qui flanchaient, d'apprendre à se connaître et à s'apprécier. Installés au bord d'une route, ça klaxonnait pour nous soutenir, et beaucoup de gens s'arrêtaient pour nous apporter un soutien, de la pastèque au billet... L'inconvénient, c'est qu'à part l'opération commune avec les opposants au péage, nous nous sommes privés de la possibilité d'organiser des collectes en ville ou sur nos tournées, et même de manifester au « Centre de tri paquets » à l'autre bout de la ville. Mais le sentiment général, c'était qu'il fallait qu'on reste ensemble pour se soutenir et faire face aux mauvais coups. Ainsi, alors que les négociations semblaient bien

avancer, la direction a procédé le

1<sup>er</sup> juillet à la bascule annoncée sur la nouvelle organisation. Ça voulait dire clairement qu'elle ne lâcherait rien de significatif. Et le vendredi suivant, tout en « discutant », elle a fait appel à des taxis à 360 euros les 6 heures pour assurer « la continuité du service public »... Alors que nous, on gagne entre 50 et 70 euros par jour! Ça a bien fait monter la pression : il y a eu divers blocages des véhicules par des usagers, les directions ne savaient plus sur quel pied danser, et on a eu le plaisir d'assister à la valse des négociateurs.

### Au bout de 17 jours, La Poste a donc reculé. Pourquoi?

La désorganisation est telle qu'ils n'ont même pas réussi à assurer chaque tournée au moins une fois. Mais nous avons aussi bénéficié d'un bon relais médiatique, le soutien des municipalités a certainement joué, et sans doute que les licenciements chez Eiffage et la menace de liquidation judiciaire d'Everal proche de nous, ça faisait trop pour les « pouvoirs publics ».

### Qu'avez-vous gagné?

Le retrait des 8 « tournées sacoques » et donc le maintien des sites (mais on perd quand même

7 « positions de travail »), l'allègement de la charge de travail globale et le redécoupage de toutes les tournées après concertation en groupes de travail. De plus, on a obtenu l'étalement sur 4 mois du retrait des jours de grève. La réorganisation ne sera pas mise en place avant le 20 octobre.

### Comment se passe la reprise?

Pour eux, c'est le bazar, et ils refusent de payer des heures supplémentaires pour distribuer le courrier en retard! Pour nous, c'est d'abord la fierté. Des gens qui n'avaient jamais osé lever le ton sont rentrés en criant « On a gagné! ». Sur le cahier d'hygiène et sécurité, il y a maintenant plusieurs dizaines de signatures sur des signalements de tentatives d'intimidations qui en temps normal n'auraient suscité aucune réaction. Nous avons vraiment remporté une sacrée manche.

### Et pour la suite?

Ce qu'ils n'ont pas pu faire passer ici, ils vont le tester ailleurs, on en est tous convaincus. Pour gagner durablement et imposer nos revendications, il faudrait vraiment qu'on s'y mette tous ensemble.

Propos recueillis par un correspondant

## METZ BORN-Y-TRÉMERY (57) PSA s'attaque aussi à la médecine du travail

La restructuration du groupe PSA ne connaît pas de trêve malgré les résistances des salariéEs (cf. l'Anticapitaliste n°297). Mais si des mobilisations existent et font reculer provisoirement partiellement la machine à briser les salariéEs, les pressions continuent, et augmentent en dépit des protections que sont censés fournir le code du travail et les institutions représentatives du personnel.

Parmi les institutions susceptibles de servir de garde-fou aux attaques répétées contre les conditions de travail, avec leurs conséquences sur la santé des travailleurEs, les services de la Médecine du travail peuvent jouer un rôle important. Leurs actions concernent tant la prévention que le suivi de celles et ceux victimes de maladies professionnelles ou d'accident du travail.

Et c'est bien ce rôle qui, même



dans un cadre juridique contraignant, est encore de trop pour la direction du groupe PSA. Pour ces briseurs

de salariéEs, le médecin du travail doit accompagner la politique patronale.

### TouTEs concernés!

Accompagner la politique patronale, c'est bien ce que refuse le docteur Isabelle Kryvenac, médecin du travail de l'usine de Borny-Trémery. C'est pour cette raison que la direction de PSA veut la licencier. L'inspection du travail va commencer son enquête dans les jours qui viennent pour vraisemblablement rendre sa décision en septembre. Une nouvelle fois, PSA anticipe sur les dispositions de la loi Macron qui tend à réduire encore les droits de la médecine du travail. Les salariéEs du site se sentent concernés par cette attaque et une pétition nationale est à signer largement dès maintenant pour amplifier la mobilisation.

Robert Pelletier

Pour signer la pétition et faire circuler : <http://urlz.fr/2Bf>

## SANTÉ ----- « Oxi » à l'Hôstérité!

Les deux syndicats qui avaient « renoué » avec la direction générale de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris ont enfin claqué la porte et retrouvé l'intersyndicale pour préparer la mobilisation de rentrée...

La CFDT qui a pris le train en route, si peu habituée à se mobiliser dans la rue mais plus prompte à signer des accords qui ne garantissent en rien les intérêts des salariéEs, a découvert que les documents soumis à la discussion par Martin Hirsch sont « en circulation et mis en œuvre dans les groupes hospitaliers depuis le 24 juin » et que les représentantEs du personnel

en sont écartés. « Après de multiples questions », ce syndicat comprend enfin que le directeur général n'a pas renoncé à supprimer des RTT et que son objectif « reste un objectif uniquement économique (30 millions d'économies) ». Le syndicat CFDT est « désappointé et déçu » : même pas un petit os à ronger pour cette organisation qui « s'est inscrite dans une démarche responsable et constructive »...



# LA COURNEUVE (93) « Leparkétanou »

Dans une ambiance de victoire, près de 500 personnes se sont rassemblées dimanche 5 juillet dans le parc Georges-Valbon (93). C'était le temps fort de la mobilisation contre le « Central Park » de la Courneuve, « Leparkétanou ».

Troussel, président du département, a mis plusieurs mois pour réaliser que ce projet était « dément »... Pourtant, quelques secondes suffisent aux usagers découvrant la chose : « Construire dans notre parc ? Mais on n'a que ça... ». Inconcevable ? Pourtant... Le Grand Paris des promoteurs a besoin de foncier. Quelques « grandes têtes » de l'urbanisme (Castro-Denisof et CDU) proposent le Parc de La Courneuve pour y faire, comme à New York, un « Central Park ». Tant pis si des milliers d'habitants profitent de 400 ha de nature en plein 9-3. Tant pis pour ses espaces classés Natura 2000. Tant pis si c'est le résultat de 50 ans d'aménagement public. À quoi ressemblera ce « Central Park » ? 24 000 logements sur 20% du parc. Une ville dans le parc. Mais pas une ville pour les habitants des quartiers populaires.

## Main basse sur le Parc...

Ce « Central Park » ne répond pas au mal-logement. La « diversification de l'offre de logement » chasse au contraire les familles populaires. Ce « Central Park » ne répond pas aux problèmes d'accès, bien réels. Au contraire. Sa logique, c'est celle qui bétonne les terres agricoles du triangle de Gonesse. Centre commercial de luxe là-bas, logements ici, avec « services intégrés » pour « attirer des classes moyennes, des intellos, pour créer du mélange » (selon Roland Castro...). En clair : construire des logements, que les habitants d'ici ne peuvent pas se payer, sur le parc qu'ils utilisaient, gratuitement...

Castro et consorts savent vendre. Fin 2014, quelques élus du coin sont charmés, le gouvernement aussi. Valls prévoit une « Opération d'intérêt national », un outil réglementaire pour l'imposer aux élus locaux.

## Défense et extension !

Pour s'opposer à ce hold-up, un collectif s'est créé. L'information est massivement diffusée. 11 000 signatures sont récoltées contre la privatisation de notre jardin commun. Le collectif a su porter une voix populaire en coupant l'herbe sous le pied des élus : plus question de nous confisquer la parole ! Le Collectif pour la défense et l'extension du Parc de la Courneuve-Georges-Valbon a su politiser le débat. Le 5 juillet, les parents d'élèves en lutte des cités proches, les personnels mobilisés de l'hôpital Delafontaine et le collectif pour le Triangle de Gonesse ont aussi fait le lien avec leur lutte.

## La vigilance reste de mise

Aujourd'hui, Troussel et Valls ne parlent plus que d'aménagement des « franges » du parc... Où commencent-elles ? Pas sûr d'être sur la même longueur d'onde que l'AFTRP, agence foncière de la région parisienne, un établissement « public » qui rêve d'exercer son ingénierie sur cette opportunité foncière. Des projets similaires pourraient réapparaître après les élections régionales. Le risque est grand



Dimanche 5 juillet 2015, la manif est dans le parc... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

de des tractations se mènent par commune, avec chantage à la clef : « on vous couvre l'A1 et pour dessiner les franges, on tient le stylo... » Le Collectif reste mobilisé jusqu'au « retrait officiel [...] de tout projet de construction de

logement sur le parc mais aussi des moyens pour son extension ». Valls peut en être assuré : nous resterons mobilisés face sa « politique de peuplement » contre les quartiers populaires. **Correspondant**

# ROUEN (76) Réouverture des douches municipales !

À Rouen comme ailleurs, le PS poursuit méthodiquement le démantèlement des services publics, sous couvert d'économies...



À Rouen coup de pression sur le conseil municipal. DR

Cette fois-ci, le maire PS Yvon Robert avait prévu la fermeture des douches municipales, prétextant une baisse de fréquentation. Une structure regroupant le DAL et le collectif 76 des travailleurs sociaux a décidé de s'y opposer, soutenue par le NPA, LO, la FA, AL, Solidaires, Médecins du Monde et Sud CT. La fermeture étant prévue pour le mardi 30 juin, les douches ont été investies la veille par des militants, voisins, usagers... Après une entrevue bidon et deux jours d'occupation, les lieux ont été libérés par la police au petit matin : pour une fermeture des douches définitive, sans solution de remplacement, et ce, en pleine canicule ! Lors d'une assemblée générale le soir même, il a été décidé de continuer l'action par des tractages sur les marchés du

week-end et un rassemblement le lundi suivant, jour du conseil municipal. La pétition a reçu un accueil très favorable de la population scandalisée. Le samedi suivant, un moment festif et musical a été organisé. La solidarité fait son chemin et s'amplifie.

## Douche froide pour le maire !

Le lundi 6 juillet, plus de 200 militants et citoyens ont envahi le conseil municipal. Une prise de parole est effectuée en pré-alable au conseil, demandant la réouverture immédiate et sans conditions. Les Verts et le PCF, gênés aux entournures, interviennent mollement pour appuyer nos revendications. La majorité socialiste restant

sourde, il est décidé de résister en bloquant le conseil municipal, en tenant tête, en réaffirmant la nécessité du maintien de ce service public élémentaire. Après plusieurs heures de blocage et de protestation bruyante, le maire a consenti à la réouverture provisoire des douches. Le mercredi suivant, lors d'une entrevue, nous avons obtenu la réouverture sur pratiquement les mêmes créneaux horaires, avec l'engagement de trouver une solution pérenne. Cette avancée, si modeste soit-elle, prouve que seule la lutte paie ! Venez tous prendre une douche au 42 rue Orbe pour fêter cette victoire ! **BL**

## Les médecins votent Non aux plans « d'économies »

À l'image de la commission médicale des hospices civils de Lyon, les représentants médicaux du CHU francilien ont rejeté à une large majorité le budget présenté par Hirsch début juin, en adressant un message très clair : « L'hôpital ne peut pas supporter les économies demandées par le gouvernement sans mettre en péril ses missions. Faute d'investissements et d'effectifs suffisants, l'AP-HP diminue son offre de soins et peine à garantir leur qualité, dans un climat dégradé ». 3 milliards d'économie que le gouvernement veut imposer aux hôpitaux d'ici 2019. « L'Appel des médecins hospitaliers pour sortir l'hôpital public de la crise », signé par plus de 500 praticiens hospitaliers, souligne l'absence de volonté politique

de cette « gauche » de construire un service public de la médecine de proximité assurant la permanence des soins. Comme les précédents, ce gouvernement poursuit les réformes qui ont aggravé la situation de l'hôpital, à commencer par la mise en place des 35 heures hebdomadaires sans les embauches correspondantes (4 000 emplois). La tarification à l'activité (T2A) est aussi dénoncée car elle conduit à la recherche permanente d'augmentation des activités « rentables » au détriment d'une réponse adaptée aux besoins de la population. Cela sans oublier la mise en place d'une gouvernance d'entreprise verticale et d'un management d'inspiration taylorienne. Toutes ces réformes mettant en œuvre « l'hôpital-entreprise » entraînent une perte de sens du métier hospitalier et

sont responsables de la souffrance au travail des personnels avec des conséquences graves sur leur santé physique et psychique.

Tous les hospitaliers de France devraient donc se retrouver côte à côte pour s'opposer à l'austérité, et des liens restent à établir. En attendant, vigilance et établissement de cahiers de doléances sont à l'ordre du jour dans les établissements de l'AP-HP ainsi que la préparation de la rentrée et de la mobilisation du 17 septembre, sans renouveler les journées de mobilisation éparpillées qui affaiblissent le mouvement. Toutes celles et ceux qui, partout en France, s'opposent à l'austérité à l'hôpital devraient se retrouver ensemble dans la rue !

## CorrespondantEs

1 - Mouvementdedefensedelhopitalpublic.fr

# PERPIGNAN (66) Un militant antiraciste inculpé pour délit de solidarité

Un membre du Comité de soutien au collectif des sans-papiers des Pyrénées-Orientales est poursuivi par la « justice » pour avoir hébergé une famille arménienne (un couple avec deux enfants en bas âge) déboutée du droit d'asile.

À la fin de l'été 2014, plusieurs familles déboutées du droit d'asile se sont retrouvées à la rue. La solidarité s'est organisée, et Denis L., contact de RESF, a accueilli cette famille. À la suite d'un contrôle de la PAF (Police de l'air et des frontières), il lui a été notifié par la préfecture de Perpignan une « Obligation

de quitter le territoire français » et une assignation à résidence.

À la suite de ces mesures, Denis L. a été convoqué dans les locaux de la PAF où il a été placé en garde à vue pendant 36 heures. Déféré devant le procureur de



la République, il lui a été signifié une citation à comparaître en correctionnelle pour aide au séjour irrégulier. Or, le délit d'hébergement des sans-papiers n'existe plus depuis janvier 2013. N'empêche, les interrogatoires de police et la comparution devant le procureur ont tourné autour d'« avantages en nature » dont il aurait tiré profit. Poussant le ridicule – pour le faire avouer ! – à lui demander : « Qui faisait la vaisselle ? » ou « Mangiez-vous ensemble ? ». Et sur la base d'aussi grossières accusations, Denis passe en procès le mercredi 15 juillet à Perpignan.

## La solidarité, un devoir !

En s'attaquant à Denis, c'est un avertissement qui est lancé au Collectif des sans-papiers et à son Comité de soutien (constitués depuis deux ans à Perpignan), trop actifs aux yeux des pouvoirs publics. Et au-delà, c'est une scandaleuse tentative d'intimidation pour briser dans le pays toute solidarité à l'égard des migrantEs. C'est dans la droite ligne de la politique de criminalisation des militants antiracistes, syndicalistes et/ou écologistes et de toutes celles et ceux qui s'opposent à la brutalité de la politique menée par le gouvernement Hollande-Valls. Devant cette procédure scandaleuse, le Collectif des sans-papiers et son Comité de soutien appellent toutes les associations et organisations à se mobiliser, au niveau local et national, pour la défense de Denis et des principes qui inspirent son action.

Non, la solidarité n'est pas un délit, c'est un devoir !

## CorrespondantEs

Pour signer la pétition nationale : <http://www.mesopinions.com/petition/politique/solidarite-devienne-crime/14785>

Pour tout contact : [collectifsanspapier66@gmail.com](mailto:collectifsanspapier66@gmail.com)



Help! PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

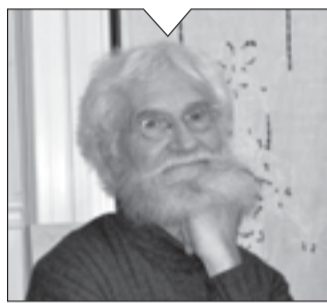
SUD aussi s'est heurté au cynisme de ce bon petit soldat d'un gouvernement qui s'est couché devant la finance. Porteur des revendications clamées haut et fort par plus de 30 000 salariéEs du premier employeur d'Île-de-France (qui en compte 75 000), SUD n'a pas réussi à



**Les Nôtres****Didier Poupardin**

Vendredi 10 juillet, il y avait beaucoup de monde à l'enterrement de notre camarade Didier, décédé subitement d'une crise cardiaque le 5 juillet. À l'image d'une de ses premières patientes très âgée, prouvant qu'on peut habiter un quartier populaire déshérité de Vitry-sur-Seine (94) et être bien soignée, jusqu'au maire PCF venu lui rendre hommage.

Avec sa compagne Danièle, elle aussi médecin, Didier vint ouvrir un cabinet en 1977 dans cette commune où le PCF était alors hégémonique, dans un quartier proche de deux foyers de travailleurs africains qui allaient devenir des patients assidus. Nous n'étions pas loin de «l'affaire du bulldozer de Vitry» qui avait vu le maire de l'époque ordonner la démolition d'un foyer de travailleurs maliens. Didier développa un travail anti-



DR

raciste, au sein du MRAP dont il devint un dirigeant départemental puis national, dans le soutien aux sans-papiers, aux Roms qu'il vint encore défendre en février dernier, faisant plusieurs jours de suite le trajet de Paris à Ivry à pied à 5h du matin... Étudiant en médecine, il avait rejoint la Ligue communiste en 1969, puis le NPA dont il s'était un peu éloigné ces derniers mois. Il faisait de la politique de façon très moderne, ne séparant pas son activité professionnelle de ses engagements. Son lieu d'engagement principal était la médecine de quartier, une médecine défendant la gratuité pour les plus démunis. Didier participait activement aux débats sur la santé, contre les attaques marchandes, contre le découpage du corps. Ainsi son combat contre les ordonnances bizonnes. Dès leur création en 1987, Didier refusa d'inscrire les médicaments dans la partie moins remboursée. En 2009, la CPAM94 le mit au tribunal. Didier fut soutenu par toute la gauche du département, mais condamné en 2012. Pour ce combat, il témoigna en 2010 sur le plateau des Glières (à écouter sur le site du CRHA, l'association Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui). Résistant il le fut toute sa vie, déplorant que ce qui lui semblait si naturel (et il adorait la nature) ne fut pas autant suivi, à l'image de son cabinet militant qui ne trouva pas de successeur à sa retraite en 2011. Didier laisse un grand vide. Le NPA s'associe à la douleur de ses proches. Une grande figure disparaît. Joël

**Laurent Fritz**

Laurent, 55 ans, est décédé dans la nuit de samedi 4 juillet. Nous avions rencontré Laurent quand il était encore collégien en 1974, d'abord à la JOC, puis nous avons rejoint la LCR.

Appelé au service militaire, Laurent participa à la construction des Comités de soldats. Laurent et ses camarades Olivier Le Cour Grandmaison et Étienne Patort furent arrêtés pour propagande antimilitariste et démoralisation de l'armée, et jugés à Landau, dernier tribunal d'exception en Allemagne.



DR

En 1988, il s'engagea, avec la LCR, dans la campagne Juquin. Après cette campagne, nos chemins ont divergé... Par la suite, Laurent rejoignit Les Verts, et nous avons continué à nous retrouver, notamment dans les luttes antiracistes et antifascistes. À ses proches, nous adressons nos condoléances et nous saluons la mémoire et le parcours d'un militant. **Isabelle et Tonio, militants du NPA 67**

**Université d'été****Demandez le programme!**

Du dimanche 23 au mercredi 26 août inclus, la 7<sup>e</sup> université d'été du NPA se tiendra au Village-club Rives des Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée. Et de quoi y parlerons-nous ?

Pour celles et ceux qui voudront assouvir leur penchant à l'exhaustivité, l'intégralité du programme sous forme de brochure sera disponible sur le site du NPA courant de semaine prochaine. Mais sans attendre, livrons-nous à un rapide survol.

**Toujours des invités...**

L'international reste toujours un point fort de nos universités d'été, et celle-ci n'échappera pas à la règle : le chercheur Gilbert Achcar avec qui nous ferons le point sur la situation dans le monde arabe; Fathi Chamki, député du Front populaire de Tunisie; un grand forum d'actualité avec des militantEs venus de Grèce (membres de la gauche de Syriza et d'Antarsya) et de l'État espagnol (courant Anticapitalistas, Podemos) sur la lutte contre l'Europe de l'austérité; Les questions kurdes et basques, l'Ukraine, les USA, l'Amérique latine...

Moment de réflexions et d'échanges, les séances avec le sociologue Laurent Mucchielli, avec qui nous reviendrons sur les questions de délinquance et la critique des politiques sécuritaires menées aussi bien par la gauche que par la droite; Serge Halimi et Pierre Rimbart de *Monde diplomatique* sur la question des médias; Michèle Sibony de l'Union juive française pour la paix, avec qui nous reviendrons sur «l'esprit du 11 janvier»

et la nécessaire lutte contre tous les racismes; Quentin Ravelli sur l'industrie pharmaceutique; Hubert Krivine et la vérité en sciences... En soirée, on aura aussi l'embarras du choix: la cinéaste Carmen Castillo nous rappellera qu'*On est vivants*, autour de son film hommage à Daniel Bensaïd; Le documentariste très prolifique Pierre Carles nous présentera ses dernières œuvres; La sociologue Marlène Benquet présentera le documentaire qu'elle a coréalisé, *Du fer à la finance*, l'empire Wendel. Et plein d'autres choses encore...

**Et le plein de débats et d'idées!**

Cette année, nous lançons une nouvelle invitation aux représentants de la gauche politique (à la gauche du PS) pour un grand débat sur comment s'opposer à la politique du gouvernement PS-Medef et quelle alternative construire. Signalons que bien évidemment seront aussi aux rendez-vous tout ce qui fait la sève du NPA : les commissions nationales du NPA sur tous les terrains d'intervention et de réflexion. Dans les entreprises, avec notamment des séances consacrées aux bilans et perspectives des mobilisations récentes et à la rentrée sociale (ainsi à l'AP-HP et dans les hôpitaux); sur le terrain de l'écologie, avec cette année un cycle consacré au climat; contre l'Europe forteresse; pour l'égalité



Le meeting en plein air de l'Université d'été 2014. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

des droits hommes-femmes ou suivant l'orientation sexuelle; sur les grandes questions économiques, dont la question du coût du capital... Cette année 2015, 70 ans nous séparent de la fin de la Seconde Guerre mondiale, et un cycle de notre commission nationale formation sera consacré aux grandes questions de cette période. Grandes évolutions du capitalisme, prolétariat d'aujourd'hui, internationalisme : le NPA ouvrira à l'occasion de son Université d'été le débat sur les grandes questions stratégiques. Bien entendu, on retrouvera aussi tous nos rendez-vous devenus maintenant «traditionnels» : le meeting de rentrée du NPA qui aura lieu le

lundi soir, les «travaux pratiques» de 17 h, les rencontres avec des auteurs à la librairie La Brèche, etc. Et si tout cela ne vous suffit pas, plongez dans la brochure programme dès qu'elle sera disponible pour découvrir tout le reste. Ou sinon il vous restera les terrasses du village-club, la plage, la mer ou la piscine! Pas si mal...

L'accueil se fera dès le samedi 22 août après-midi, et le départ le jeudi 27, le ventre bien plein après le petit-déjeuner... Donc pensez à vous inscrire, c'est le moment!

**Commission université d'été**

Pour s'inscrire, y compris en ligne : <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015>  
Plus d'informations : [universite.ete@npa2009.org](http://universite.ete@npa2009.org)

**International****Socialism 2015 à Chicago**

Comme chaque année depuis plus de vingt ans, ISO – International socialist organisation –, organisation marxiste révolutionnaire aux États-Unis, organisait durant quatre jours à Chicago, sa conférence de débats sur le socialisme. Une conférence rappelant nos universités d'été.



DR

des révolutionnaires dans la situation internationale. C'est en particulier le cas face à la situation grecque, dans le soutien à Syriza contre la troïka et la nécessité de renforcer l'aile radicale de ce mouvement pour assurer l'application des mesures contre l'austérité, ainsi que l'avancée dans une voie anticapitaliste.

En effet, ces débats ont montré, une organisation fortement «internationalisée», cherchant à s'informer et à comprendre l'actualité internationale. Il est vrai que les participants à la conférence attendaient passionnément les résultats du référendum grec qui se déroulaient en même temps. Mais plus substantiellement, l'internationalisme et l'internationalisation de l'intervention politique est une des conditions vitales pour résister et militer comme militant socialiste révolutionnaire aux USA.

Dans une situation difficile pour les travailleurs et les opprimés, face à l'offensive capitaliste néolibérale mondiale, cette conférence aura été des plus utiles pour mieux se connaître et pour avancer dans la coopération des organisations de la gauche révolutionnaire aux USA et en Europe.

**Olivier Besancenot et François Sabado**

Enregistrements audio et vidéo des débats sur <http://wearemany.org>

**Nouvelles pistes**

Au travers ces débats, ces présentations, ces interventions ou questions de la salle, s'expriment les représentations d'une organisation vivante, à son échelle, en prise avec la réalité politique du moment, ouverte aux nouvelles questions de programme et de stratégie – comme l'environnement – et recherchant de nouvelles pistes pour les luttes de classes actuelles. Les camarades ont particulièrement insisté, en présentant leur intervention syndicale, sur les difficultés à résister à la remise en cause des conventions collectives et à la baisse des salaires dans l'industrie américaine. Ainsi, dans certaines

entreprises, les salaires pour les nouveaux recrutés ont baissé de moitié, de 20 à 10 dollars l'heure.

Émotion et détermination dans la lutte se sont aussi manifestées dans la tenue d'un meeting contre les assassinats de jeunes Noirs, où les interventions des mères de jeunes abattus par la police ont fait vibrer la salle. Au-delà des interventions dans les explosions sociales que provoquent ces crimes, les camarades de l'ISO travaillent à essayer de construire un grand mouvement national pour faire cesser ces violences et meurtres policiers, ces injustices,

et faire reconnaître les droits démocratiques et sociaux des Noirs, des jeunes en particulier.

**Une organisation «internationalisée»**

La conférence Socialism 2015 a aussi été un moment important d'échange et de discussion sur les expériences en Europe du Sud, et en particulier en Espagne et en Grèce. Invités par ISO pour cette conférence, nous avons animé ensemble des débats avec les camarades de l'ISO et du DEA grec, débats qui confirment des convergences dans l'approche des tâches





Roman

L'art de la joie, Goliarda Sapienza

Traduit de l'italien par Nathalie Castagné. Le Tripode, 23 euros

La conquête de la liberté... L'histoire de ce roman réédité aux éditions Le Tripode est en elle-même l'illustration de la longue lutte qu'exige la conquête des moyens d'une existence pleine et entière, libre, à l'image de celle de son auteure Goliarda Sapienza.

Ce roman, elle l'a écrit entre 1967 et 1976, presque dix ans de sa vie, et il ne sera publié qu'en 1998, après sa mort en 1996. L'éditrice française Viviane Hamy lui a donné une troisième naissance avec la publication de sa traduction française en 2005. Goliarda Sapienza (1924-1996) est née à Catane, en Sicile, dans une famille socialiste, anarchiste. Son père, avocat syndicaliste, fut l'animateur du socialisme sicilien jusqu'à l'avènement du fascisme. Sa mère, Maria Giudice, directrice du *Grido*

*del popolo* (le Cri du peuple), dont Gramsci était rédacteur, fut la première femme à diriger la Chambre du travail de Turin, et connu la prison à la suite du soulèvement de 1917 contre la guerre. Son héroïne Modesta, née aussi en Sicile en 1900, dans une famille misérable, incarne à sa façon les combats émancipateurs de son siècle, communiste, antifasciste, féministe. Placée dans un couvent sinistre de l'arrière-pays sicilien, après avoir été violée et avoir perdu sa mère, elle en sortira pour entrer dans une famille noble dont elle assumera la responsabilité et qu'elle maintiendra à flot. Devenue « princesse », elle va mener une existence de femme débarrassée de toutes les conventions, proche des milieux

communistes et féministes, sur fond de montée du fascisme puis de la guerre. Sa maison sera une sorte de phalanstère où des gamins nés de princes, de servantes, de paysans ou de combattants communistes, se rencontrent et se confrontent pour apprendre ensemble à devenir des êtres libres.

Au bout d'elle-même

Le récit, tumultueux, baroque, mêle intelligence et sensualité à travers l'itinéraire d'une femme dont chaque acte va jusqu'au bout d'elle-même contre toutes les formes d'oppression, d'enfermement. Elle ne craint aucune confrontation ni combat, convaincue que chacun constitue un moment de transformation, de conquête de soi, d'affranchissement.

Le monde change, et Modesta évolue avec lui, fidèle à elle-même dans sa soif de vivre. « Étonnée, elle découvre la signification du savoir que son corps a su conquérir dans ce long, bref trajet de ses cinquante ans. C'est comme une seconde jeunesse avec en plus la conscience précise d'être jeune, la conscience des manières de jouir, toucher, regarder. Cinquante ans, âge d'or des découvertes. [...] Comment communiquer le bonheur de chaque acte simple, de chaque pas, de chaque rencontre nouvelle... de visages, de livres, de crépuscules et d'autres ? [...] S'arrêter là dans cette plénitude de joie des sens et de l'esprit ? »

Yvan Lemaître

Lire aussi son récit autobiographique *Les Certitudes du doute* chez le même éditeur

Essai

Le travail et la loi, Robert Badinter et Antoine Lyon-Caen

Fayard, 8 euros

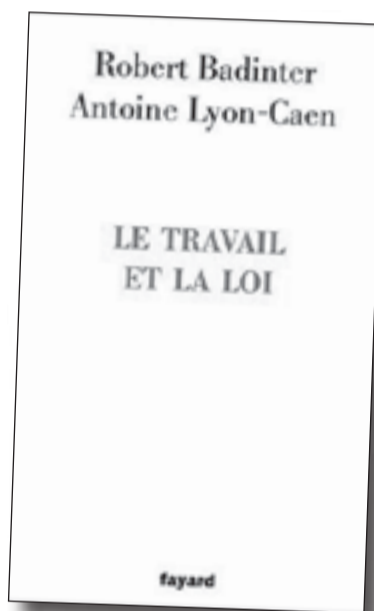
Bien que ses deux auteurs se défendent de toute intention maligne (Badinter, grande conscience de gauche, et Lyon-Caen, professeur émérite en droit du travail issu d'une lignée de juristes proches du mouvement syndical), cet opuscule consacré au code du travail paraît curieusement au moment où le gouvernement, à la suite des lois Macron et Rebsamen, a mis en place une commission visant à redéfinir l'articulation entre la loi et la négociation sociale...

Le livre commence d'emblée en établissant un lien entre la montée continue du chômage et la complexité grandissante de la législation du travail : outre le caractère discutable de cette thèse, rien n'est dit sur le fait que c'est la multiplication, à la demande du patronat, des dérogations aux règles de droit qui fait prendre à ce bon vieux code autant de pages supplémentaires et en affaiblit d'autant les principes... Ainsi il existe désormais pas moins d'une vingtaine d'objets de recours possible au CDD et de multiples exceptions au repos dominical qui vont encore être accentuées par la loi Macron.

Pour résoudre cette situation, les auteurs préconisent de mettre en évidence cinq principes en matière de relation individuelle de travail, ce qui aboutirait à la création d'un droit du travail à deux vitesses, dans les PME et dans les grands groupes. Ainsi, il n'est plus fait mention du Smic mais d'un salaire assurant une vie libre et digne... Idem pour la référence à la durée normale de travail renvoyée de manière supplétive à la loi. Situation incongrue pour des partisans de la négociation collective qui n'a de sens que si elle s'exerce par exemple entre un plancher et/ou un plafond ! Tout juste partage-t-on leur proposition de

mise en place d'une représentation universelle du personnel visant à assurer l'effectivité de la législation sociale. Au final, le droit du travail, au prétexte d'une meilleure intelligibilité, est séchement réduit à une technique de conciliation entre les intérêts de l'employeur et ceux du salarié. Le

lien de subordination, notion essentielle, est pieusement estompé, alors qu'il découle du caractère léonin du contrat de travail un antagonisme irrémédiable entre dominant et dominé, et que chaque ligne du code est censé constituer une digue à l'exploitation. LD



Exposition

«L'âge d'or de la bande dessinée belge»

Jusqu'au 4 octobre au Centre Wallonie-Bruxelles (Paris)

Face à Beaubourg, le Centre Wallonie-Bruxelles expose des planches où la fameuse ligne claire explose de fraîcheur. À travers une centaine d'œuvres jamais vues en France et seulement deux fois à Liège, le BAL (Beaux Arts de Liège) offre au visiteur parisien un parcours d'exception : Hergé, Jacobs, Franquin, Tillieux, Martin, Morris, Peyo, Hermann, etc. L'âge d'or de la bande dessinée belge, période comprise entre l'immédiat après-guerre et la fin des années 70, nous est révélée dans une scénographie qui se veut une réflexion sur la manière de montrer des originaux de bande dessinée. Hergé y figure en bonne place, avec deux superbes planches, dont la page 13 de l'album *On a marché sur la lune* (1950) vaut à elle seule la visite. Un chef d'œuvre qui a échappé à la Fondation Moulinsart ou aux riches collectionneurs privés. Encore sous le choc de la fusée à damiers, et *La Marque jaune* vous plonge dans l'inoubliable rencontre nocturne



entre le capitaine Blake et « Guinea Pig » : une scène où le simple faisceau d'une lampe torche perce la nuit et illustre le combat hallucinant entre « le bien et le mal ». Les planches sont parfois montrées dans des écrans lumineux et replacées dans leur contexte

historique ou extraites du récit, en jouant sur des agrandissements spectaculaires imprimés ou filmés. Ici, point de lutte fratricide entre les magazines *Tintin* et *Spirou* mais une saine émulation/confrontation qui se concentre dans le dessin de Tillieux (Gil Jourdan) qui fut à la fois influencé par Hergé et Franquin. Des planches du *Chinois à deux roues* sont présentes et l'album *La voiture immergée* consacré comme chef d'œuvre. À la fin de l'exposition, un film très pédagogique donne la parole aux experts et à des auteurs encore vivant (Schuiten, Danny) qui ont côtoyé ces illustres « maîtres ». Prévoir un minimum de 2 heures pour cette visite. Ne la ratez pas car une fois cette expo terminée, ces originaux ne seront plus visibles pendant de nombreuses années ! Sylvain Chardon Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129 rue Saint-Martin, Paris 4<sup>e</sup>. Tarif plein : 5 euros. Tarif réduit : 3 euros (étudiantEs, seniors). Entrée gratuite pour les enseignantEs.

Feuilleton de l'été

La forêt précède les hommes Le désert les suit (Mur Odéon 1968)

Nous publions cette semaine le deuxième épisode de la nouvelle d'Iawa Tate (publiée en 4 épisodes). Bonne lecture.



Après l'Eden

La vieille femme le dévisagea longuement. Bientôt les garçons de son âge seraient emmenés dans la forêt vêtus en tout et pour tout d'un bonnet et d'une courte aube blanche. Puis, sans qu'elle se retourne, sa main alla chercher dans la pénombre de son intérieur un chiffon qu'elle déploya, révélant une quinzaine de coquillages. Les étoiles s'étaient allumées dans un désordre incapable d'enfanter une vraie lumière. D'une lampe à huile s'éleva une flamme sèche, fluctuante, famélique. La main ravivée se referma comme une proie sur les cauris. Les yeux de l'enfant étincelaient, ses lèvres remuaient faiblement, des syllabes saccadées s'en échappaient : – Chair tranchée... tranchée...

– Oui, murmura Ysé tandis que les coquillages s'éparpillaient sur le tissu et qu'elle en observait la disposition. Le circonciseur en tranchant libère le pénis c'est à dire le soleil femelle. Tu agiteras le sistre pour éloigner les mauvais esprits et les femmes. Ainsi tu tiendras l'eau, la féminité, la lumière. Va, ne crains rien. Le garçon lui jeta un regard de loup. Il décroisa les jambes. D'un coup de reins il fut debout. Il déguerpi comme un voleur. Un sourire déforma les lèvres d'Ysé. Dans un temps lointain qu'elle ne savait pas mesurer, une fillette s'était réfugiée dans son antre. Elle lui avait refusé l'asile mais avec douceur. Avec ceux, très peu nombreux, qui feront appel à tes conseils, soit magnanime, lui avait recommandé sa mère.

– Je suis passée par là et je suis là, avait-elle dit. Alors le jour venu, fait macérer ces herbes dans un peu d'eau. Quand les femmes de ton clan entonneront le chant, bois. N'aies pas peur du couteau. Tu ne sentiras rien.

Les cauris une fois rangés, elle mangea et se désaltéra, puis elle se lava les mains longuement avec un soin particulier. À l'ouest, la faucille montait dans le champ des étoiles. Le don est accordé à intervalles réguliers, quand la lune arrive à son premier quartier. Attends. Ne crains rien. De l'index, elle dessinait sur le sol sablonneux la lettre d'un alphabet inconnu. Un frisson chemina le long de son bras pour atteindre l'épaule. Le présage attendu procurait une sensation de volupté comme si un sort merveilleux avait touché cette éternelle solitaire. Avec des gestes délicats, presque de vénération, elle dénoua son foulard, l'étala devant elle et se saisit d'une poignée de sable qu'elle réchauffa longtemps. Ce qu'il s'en écroula pour glisser sur le carré de coton, était-ce de l'or ? En tout cas cette poussière, lentement versée, était de la substance même des rêves. Ysé ferma les yeux, consciente d'être le lieu choisi d'une malédiction enchanteresse. Ne crains rien. Iawa Tate

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# NOTRE-DAME-DES-LANDES

## « La détermination est intacte »

**Entretien.** Sur le site de Notre-Dame-des-Landes, où se sont réunis environ 15 000 personnes le week-end dernier, nous avons rencontré **Marcel Thébaud**. Avec sa femme, il est producteur de lait au Limimbout, un village qui serait détruit si le projet d'aéroport aboutissait. Menacé d'expropriation, il continue de vivre et travailler sur la Zad comme si le projet n'existait pas. Marcel est membre de la Confédération paysanne. C'est un « paysan résistant » comme il se définit lui-même, un historique du mouvement. Au printemps 2012, il était de celles et ceux qui avaient entamé une grève de la faim, grève qui avait imposé au gouvernement Ayrault de ne procéder à des expulsions avant la fin des recours juridiques.

### Quel bilan tires-tu de ce nouveau rassemblement ?

L'affluence, l'ambiance sur ce rassemblement sont une très bonne nouvelle. C'était un pari car c'est un festival sans tête d'affiche, un festival militant. On a pris le risque d'être moins nombreux. On est donc très satisfaits de notre capacité à mobiliser, et que les gens soient toujours très réactifs sur le sujet, qu'ils viennent pour se retrouver et pour s'informer, assister aux forums... La mobilisation est intacte, et c'est un bon point à la veille du 17 juillet. Un très bon message en interne et en externe.

### Comment les débats ont-ils évolué depuis les premiers rassemblements estivaux ?

Cette année, on n'a pas de star politique, mais on reste sur un rendez-vous très politique et c'est une bonne nouvelle. On concentre énormément de questions politiques, que ce soit sur l'organisation de la société, les échanges avec des gens qui apportent des idées nouvelles sur le rapport à la terre, à la nourriture...

Par rapport aux éditions précédentes, on avance sur l'avenir de la Zad. Quelque chose commence à se bâtir sur des bases communes. Le forum sur l'avenir des terres de la Zad a fait plus que le plein. Les gens sont intéressés par la deuxième étape : que faire demain sur les terres ? Et ils sont également prêts à nous soutenir ou à s'investir dans un projet collectif.

### Où en est le projet d'aéroport ?

On est dans une phase où, sur le terrain, il n'y a pas d'agression extérieure... Sur le plan juridique, c'est une étape clé, avec le jugement des recours concernant la loi sur l'eau, la faune et la flore. C'est seulement en 2015, pour un projet daté de 2000 (!), que l'on va traiter d'une des parties absolument essentielle, à savoir la cohérence entre ce projet et le respect de l'environnement.

Avec 80% de zones humides, s'ils respectent les lois, ils ne peuvent pas bétonner 900 hectares sur les



1650. On attend donc une réponse le 17 juillet. Si celle-ci nous est favorable, Vinci ou l'État vont faire appel, et si c'est le contraire, nous ferons également appel. Il est donc hors de question que démarrent les travaux ou qu'il y ait une intervention sur la Zad, compte-tenu des accords politiques lors des municipales de 2014, car on sera toujours dans le cadre des recours juridiques.

### Quel est l'état de la mobilisation sur la Zad ?

Sur place, il se passe pas mal de choses. Les paysanEs font leur métier, les occupantEs occupent et cultivent collectivement. Les échanges entre les gens qui vivent sur la Zad se poursuivent, des échanges parcellaires. Par exemple, deux hectares prêtés sont cultivés en blé par un collectif pour faire du pain qui sera ensuite envoyé sur une autre lutte. On est sur ce type de collaboration.

Il y a pas mal de débats entre historiques et occupantEs sur la stratégie à adopter, mais on ressent vraiment la même chose : la détermination de nos militantEs est intacte, et en cas de coup dur, la mobilisation sera immédiate et très efficace. Il est hors de question de démarrer les travaux ! L'ensemble du mouvement est déterminé : des paysanEs, des citoyenEs, des occupantEs, des militantEs écologistes, y compris ceux d'organisations plus institutionnelles.

### Quelles sont les perspectives pour les semaines et les mois qui viennent ?

Il y a un gros enjeu autour du 17 juillet, un véritable enjeu de communication. On sent bien que les pro-aéroport reprennent confiance, s'agitent plus. Le Medef est prêt à imaginer des scénarios à la Sivens, des milices qui puissent intervenir ici. Il n'a pas vraiment compris la nature de la situation. Sivens nous a tous interpellé et encore plus en tant qu'agriculteurEs. Imaginer que des collègues aillent jouer avec un public qu'on prend pour cible et qu'on bloque pendant une semaine... Ici, ce scénario est impossible. Il faut se rappeler qu'à Nantes, le 22 février comme lors de la manifestation de réoccupation, il y avait 500 tracteurs. Il n'y aura pas de milice face à 500 tracteurs. Même si il y a eu des interprétations différentes de ces manifestations, les 500 tracteurs reviendraient s'il y avait une milice. Il y a donc un gros enjeu de communication autour de ce 17 juillet : les porteurs de projet vont sans doute essayer de nous faire passer pour des méchantsE qui tiennent la zone en hors-la-loi... Des gens à virer pour mettre de l'ordre et commencer les travaux parce que le juge l'a dit. L'enjeu est important et il faudra expliquer qu'il y a une séquence légale qui se déroule, que c'est une première réponse, puis qu'il y aura appel et que, par conséquent, il ne se passera rien en attendant.

L'étape suivante sera d'apprécier notre participation à la COP21. Ce sont des enjeux qui nous concernent tous ici. Les décisions qui se prennent à Notre-Dame-des-Landes ne sont pas neutres. Cela participe de la folie des grandeurs des politiques qui font n'importe quoi par rapport au climat. On est donc plutôt d'accord sur le fait d'être présents dans cette mobilisation, mais la forme exacte de notre participation n'est pas encore définie.

### Quel avenir pour la Zad si le projet d'aéroport est abandonné ?

On commence à poser les bases philosophiques d'un projet commun : le respect de la diversité, le fait que les paysanEs qui sont en place continuent leurs activités, et que les occupantEs dans leur diversité aient les moyens de rester là, de pratiquer l'agriculture vivrière hors cadre ou dans des cadres plus normalisés s'ils le souhaitent.

Cela doit être un lieu d'expérimentations, d'initiatives diverses sur le plan social, du mode de vie, et sur le plan agricole et le rapport à la nourriture.

C'est également un lieu où l'on doit respecter la qualité de l'environnement. Un défi commun à tous, paysanEs, habitantEs, ou occupantEs. Il faudra avoir le souci de respecter collectivement ce cadre, car ce sont nos bases.

Nous voulons aussi que les 800 hectares auxquels les agriculteurEs ont renoncé et pour lesquels ils ont encaissé de l'argent servent à de nouvelles installations agricoles, dans un cadre monétarisé, avec une production plus ou moins classique, mais aussi dans le cadre d'installations vivrières collectives, avec différentes formes, différentes initiatives.

Tout cela fait partie des motivations fortes des paysanEs qui sont intervenus dans cette lutte, dont les valeurs sont le respect de l'environnement et les circuits courts pour vivre nombreux sur cette terre.

**Propos recueillis par Sandra Cormier**

## Vu ailleurs

**basta!**  
www.bastamag.net

**V-EAU-LEUR!** « Des propriétaires et locataires pris en otage par Veolia. » C'est ce

que dénoncent la Fondation France Libertés et la Coordination Eau Île-de-France qui portent plainte contre l'entreprise française. Ils accusent Veolia d'avoir procédé à une réduction de débit pendant 25 jours, au mois de juin, dans un immeuble à Sète dans l'Hérault, où logent dix familles. Parmi les résidents, une retraitée de 98 ans et un enfant de deux ans, particulièrement vulnérables aux fortes chaleurs « Une réduction de débit dans un immeuble de deux étages n'est ni plus ni moins qu'une coupure, car avec un faible débit l'eau ne peut pas monter deux étages », dénoncent France Libertés et la Coordination Eau Île-de-France. À l'origine de cette réduction de débit, un litige entre Veolia et le syndicat de l'immeuble. [...]

« Pour une entreprise comme Veolia, mettre un syndicat au tribunal n'est pas un problème, relève Emmanuel Poilane, directeur général de France Libertés contacté par Basta!. Mais il n'y a aucune raison de prendre en otage des citoyens qui n'ont rien à voir là-dedans. Les propriétaires qui n'ont pas payé leurs charges sont ceux qui ne sont pas présents dans l'immeuble. Cet abus de pouvoir est insupportable! » Veolia Eau n'a pour le moment pas donné suite à notre demande d'entretien. Or, malgré une fâcheuse tendance des entreprises à l'oublier, les réductions de débit comme les coupures d'eau pour impayés sont illégales depuis la loi Brottes adoptée en avril 2013 et confirmée par la décision du Conseil constitutionnel.

France Libertés et la Coordination Eau Île-de-France ont décidé de porter l'affaire devant le tribunal de grande instance de Nanterre aux côtés de huit familles pour atteinte à leur dignité. Coïncidence ou non, l'alimentation en eau de l'immeuble a été rétablie le jour du dépôt de l'assignation... [...] « Veolia et d'autres comme la Saur continuent comme si de rien n'était, déplore Emmanuel Poilane. Pour ces entreprises, la seule loi qui vaille est celle du plus fort. »

« En pleine canicule, Veolia coupe l'eau dans un immeuble où vivent des personnes vulnérables », Sophie Chapelle, Bastamag, mercredi 8 juillet

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € 1 an 56 €	6 mois 20 € 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € 1 an 100 €	6 mois 38 € 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR432254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)